

7 septembre 1999

(24-2574)

Page: 1/39

**Comité des marchés publics
Négociations au titre de l'article XXIV:7
de l'AMP de 1994**

**LISTE DES QUESTIONS SOULEVÉES LORS DES CONSULTATIONS INFORMELLES
CONCERNANT LES MODALITÉS D'EXAMEN DE L'ACCORD
SUR LES MARCHÉS PUBLICS***

NOTE DU SECRÉTARIAT

Révision

Table des matières

A. QUESTIONS À EXAMINER	2
1. Simplification et amélioration de l'Accord	2
a) Généralités.....	2
b) Principes généraux énoncés dans l'Accord	3
c) Application et mécanismes de surveillance	3
d) Technologies de l'information.....	4
e) Méthodes de passation des marchés	12
f) Communication de statistiques.....	17
g) Examen article par article de l'Accord	22
h) Améliorer la structure de l'Accord	33
2. Élimination des mesures et pratiques discriminatoires qui faussent les procédures ouvertes de passation des marchés	34
a) Généralités.....	34
b) Champ d'application mutuellement convenu concernant les services.....	36
3. Élargissement du champ d'application de l'Accord	37
B. POINTS INSTITUTIONNELS/PROCÉDURAUX	38
1. Travaux sur les marchés publics dans d'autres instances de l'OMC	38
2. Arrangements institutionnels pour l'examen	39
3. Participation des Membres de l'OMC à l'examen	39
4. Prochaines étapes	39

* Conformément à la décision pertinente du Comité des marchés publics ([GPA/CD/5](#) (16/11/2023)), le présent document (cote informelle du document: gpa98) a été mis en distribution générale le 8 novembre 2023.

Le présent document vise à récapituler les points soulevés par les Parties à l'Accord lors des consultations informelles tenues le 24 février 1997 conformément à la décision du Comité, figurant dans son rapport de 1996 à la Conférence ministérielle, selon laquelle le Comité "engager[ait] rapidement un examen, qui débiterait en 1997 avec l'étude des modalités, en vue de la mise en œuvre de l'article XXIV:7 b) et c) de l'Accord" ([GPA/8](#), paragraphe 22).

La liste n'est peut-être pas exhaustive et devra, bien entendu, être modifiée et mise à jour à mesure que de nouvelles discussions auront lieu.

A. QUESTIONS À EXAMINER

1. Il a été fait observer que l'aspect fondamental de l'examen était la question de la simplification et de l'amélioration de l'Accord et que, si cet aspect devait être résolu de manière satisfaisante, alors les deux autres éléments de l'examen auraient aussi été largement traités. À cet égard, il a été suggéré qu'un accord amélioré et simplifié entraînerait probablement une réduction du nombre d'exceptions aux dispositions de l'Accord et donnerait donc lieu à une application plus uniforme. D'un autre côté, il a été fait observer que les travaux sur les trois éléments de l'examen devraient progresser simultanément et parallèlement. La notion de réciprocité avait été à la base de la raison d'être du champ d'application actuel de l'Accord. Par conséquent, on ne pouvait pas raisonnablement s'attendre à ce que de simples améliorations et simplifications de l'Accord aboutissent à l'élargissement de son champ d'application.

2. Il a été indiqué que les éléments de l'examen concernant l'élimination des mesures et pratiques discriminatoires qui faussent les procédures ouvertes de passation des marchés et l'élargissement du champ d'application de l'Accord étaient liés à de nombreux égards. Comme il pourrait être difficile d'établir une distinction entre ces deux aspects, les négociations futures sur les deux questions devraient avoir lieu simultanément.

3. Il a également été indiqué que les discussions sur le point de l'examen relatif aux mesures discriminatoires ne devraient pas dépendre des discussions sur les deux autres éléments de l'examen.

1. Simplification et amélioration de l'Accord

a) Généralités

4. Il a été souligné que la simplification des procédures et l'aménagement d'une plus grande flexibilité les concernant dans le cadre de l'Accord ne devraient pas aboutir à un affaiblissement des engagements et conduire ainsi à des marchés moins ouverts. La simplification devrait plutôt viser à obtenir des disciplines efficaces mais plus facilement applicables et devrait améliorer l'équilibre entre les avantages que présentent certaines prescriptions et la charge administrative liée au respect de celles-ci. La compatibilité entre la notion de simplification et celle de disciplines efficaces devrait être garantie. Par exemple, toute flexibilité concernant les prescriptions relatives aux délais devrait s'accompagner de l'élaboration de critères objectifs permettant de ménager aux fournisseurs nationaux et étrangers un délai suffisant pour le dépôt des soumissions.

5. S'agissant de l'objectif déclaré du Comité, à savoir que l'examen visera à élargir la participation à l'Accord en rendant celui-ci plus accessible aux non-Parties ([GPA/W/8](#)), il a été fait observer que l'amélioration et la simplification des dispositions procédurales de l'Accord renforceraient son attrait pour les non-Parties. La simplification de l'Accord aiderait aussi à promouvoir l'objectif commun recherché par le Groupe de travail de la transparence des marchés publics et le Groupe de travail des règles de l'AGCS à travers l'examen de l'AMP, qui est d'établir un ensemble de règles et de principes qui pourraient en fin de compte être adoptés sur une base multilatérale.

6. Il a été fait observer que les Parties devraient tenir compte des inconvénients que les entités contractantes et les fournisseurs pourraient avoir à supporter pour s'adapter aux nouvelles modifications des procédures dans le cadre de l'Accord, qui était en vigueur depuis trois ans seulement. La simplification des dispositions devrait être limitée à ce qui est absolument essentiel aux fins de l'efficacité des régimes de passation des marchés.

b) Principes généraux énoncés dans l'Accord

7. Il a été suggéré qu'on pourrait envisager d'examiner le point de savoir si certaines dispositions de l'Accord pourraient être exprimées en termes de principes plus généraux largement acceptés dans les pratiques quotidiennes de passation des marchés, telles que la transparence, l'égalité des chances, la non-discrimination, la proportionnalité, la concurrence, la libéralisation et l'expansion du commerce mondial. Bien que ces principes soient déjà inclus dans le Préambule ou soient implicites dans certaines des principales dispositions, ils devraient être clairement énoncés comme des principes opérationnels d'application générale.

8. Les points ci-après ont été soulevés au sujet de l'application de ces principes dans l'Accord:

- la "proportionnalité" était un principe sous-jacent dans un certain nombre de dispositions, par exemple dans l'expression "obstacles non nécessaires" figurant à l'article VI relatif aux spécifications techniques et dans l'expression "dans un délai raisonnablement court" figurant à l'article VIII d) relatif à la qualification des fournisseurs. En outre, il était essentiel que toutes prescriptions relatives à la capacité technique, financière ou professionnelle des fournisseurs soient strictement limitées à ce qui était nécessaire et justifié au regard des objectifs du marché en question;
- le principe de proportionnalité pourrait être introduit en tant qu'un des objectifs de l'Accord dans le Préambule. Toutefois, il pourrait être difficile d'établir des critères clairs pour déterminer la proportionnalité d'une procédure donnée par rapport à l'objectif recherché. Tout critère peu clair concernant ces principes constituerait un élément d'incertitude juridique;
- le principe de la non-discrimination était une prescription explicite dans l'article III. Par ailleurs, il pourrait être difficile d'incorporer des obligations fondées sur les notions abstraites de concurrence, de libéralisation et d'expansion du commerce mondial dans les articles opérationnels.

c) Application et mécanismes de surveillance

9. Il a été fait observer qu'une approche consistant à accorder une plus grande flexibilité et des principes plus généraux pourrait se traduire par la nécessité d'un réexamen des mécanismes visant à assurer l'application effective de l'Accord. Il existait une marge de manœuvre pour améliorer le fonctionnement de l'Accord en augmentant l'efficacité des mécanismes d'application existants qui garantissaient les droits des fournisseurs. D'un autre côté, il a été dit qu'il restait encore à prouver que la plus grande flexibilité concernant les règles qui pourrait être envisagée à la suite du processus de simplification et d'amélioration de l'Accord actuellement en cours rendrait nécessaire l'amélioration des mécanismes d'application et de surveillance. Il se pourrait que le résultat des discussions sur la simplification et l'amélioration de l'Accord montre qu'il n'y avait pas de relation entre les deux processus.

10. Il a été suggéré que les Parties devraient examiner dans quelle mesure l'article XX relatif aux procédures de contestation des adjudications avait permis d'atteindre cet objectif. En plus des mécanismes d'application fondés sur les procédures de contestation des adjudications au titre de l'article XX et des procédures de règlement des différends entre gouvernements au titre de l'article XXII, ou en parallèle de ceux-ci, des organismes indépendants chargés de l'application pourraient être établis dans les différentes Parties pour examiner les allégations de violation des principes de l'Accord formulées par les fournisseurs lésés ou enquêter sur l'application de ces règles et procédures et surveiller l'application de celles-ci de leur propre initiative, car les fournisseurs pourraient souvent être réticents à engager une action contre des entités contractantes.

11. Une note traitant de la question des mécanismes d'application et de surveillance, en particulier à la lumière de la propre expérience des CE concernant les mécanismes d'application et de surveillance des règles relatives aux marchés publics, a été distribuée en tant que Job n° 3871.

12. Le point de savoir si l'Accord devrait prescrire de manière détaillée de quelle façon les autorités gouvernementales devraient organiser leur interaction avec les fournisseurs a été remise en question. Il a été dit que l'établissement d'organes d'examen indépendants dans les différentes Parties prévu à l'article XX:6 réduirait la nécessité de procédures additionnelles à cet égard.

13. S'agissant de la suggestion relative à l'ajout de nouvelles dispositions concernant l'établissement d'autorités indépendantes, un point de vue opposé à cette suggestion a été exprimé. Il fallait davantage de temps pour évaluer le fonctionnement des arrangements prévus à l'article XX qui constituait un élément nouveau de l'Accord de 1994. Il restait encore à démontrer que les procédures actuelles prévues par l'Accord concernant l'examen, les consultations et la surveillance n'avaient pas été adéquates et que de nouvelles prescriptions et des mécanismes additionnels étaient nécessaires. Le fait que seul un nombre limité de cas avaient été signalés dans le cadre de procédures de contestation formelles ne signifiait pas nécessairement que les objectifs de l'article XX n'avaient pas été atteints. Il n'avait pas été établi que les fournisseurs n'avaient pas eu connaissance des procédures à leur disposition au titre de l'article XX ou avaient été intimidés à l'idée d'avoir recours à ces procédures. Il a également été dit que le paragraphe 1 de l'article XX prescrivait aux Parties d'encourager le fournisseur plaignant à chercher à régler la question en consultation avec l'entité contractante avant de recourir aux procédures de contestation. Il se pouvait que les fournisseurs aient eu recours à la voie des consultations informelles pour régler leurs différends avec les entités contractantes et promouvoir la compréhension mutuelle et de bonnes relations entre eux. D'autres points de vue sur cette question ont été inclus dans une note informelle présentée par Hong Kong, Chine, distribuée en tant que Job n° 5269. Il a également été fait observer que toutes autres procédures relatives à l'application pourraient être perçues comme une charge additionnelle par les non-Parties qui envisageaient d'accéder à l'Accord. En outre, l'utilisation des technologies de l'information en tant que moyen d'assurer la surveillance et l'application ne devrait pas conduire à des prescriptions additionnelles en matière de présentation de rapports.

14. Les éléments ci-après ont été mentionnés parmi les autres mécanismes qui pourraient être envisagés pour garantir la transparence des procédures de passation des marchés et la responsabilité des organismes de passation des marchés et limiter la portée des transactions arbitraires et la discrimination dans les pratiques de passation des marchés: publication d'une liste des prix offerts qui montrerait le point de savoir si le marché a été adjugé au soumissionnaire ayant proposé le prix le plus bas et déclaration selon laquelle toutes les plaintes, y compris les plaintes anonymes, feraient l'objet d'une enquête. Il a également été dit que l'Accord contenait des dispositions relatives aux renseignements sur les prix d'adjudication ou l'offre la plus élevée et la plus basse dont il avait été tenu compte dans l'adjudication du marché (article XVIII: 1 c)).

15. Il a été dit que la transparence au moyen d'un examen public et d'une surveillance par d'autres fournisseurs était plus efficace pour promouvoir la mise en conformité que l'établissement de procédures bureaucratiques additionnelles.

16. À cet égard, un autre point de vue selon lequel un examen du fonctionnement de l'article XX devrait être sans préjudice du point de savoir si les Parties devraient ou non envisager d'autres mécanismes d'application a été exprimé. Selon un autre point de vue, une série d'obligations liées aux mécanismes d'application et de surveillance venant s'ajouter aux procédures de contestation prévues à l'article XX pourrait dissuader les non-Parties d'envisager de participer à l'Accord. D'autres points de vue exprimés sur la question ont mis en question la manière dont les mécanismes indépendants pourraient fonctionner dans les Parties ayant des gouvernements fédéraux. Par ailleurs, il a été fait observer que des mécanismes d'application indépendants offraient la possibilité de parvenir à un règlement rapide des différends et d'éviter aussi l'inconvénient de procédures judiciaires formelles. Des dispositions prescrivant l'établissement de mécanismes de ce type représenteraient pour les non-Parties une incitation additionnelle à accéder à l'Accord.

d) Technologies de l'information

i) Généralités

17. Il a été suggéré que, conformément aux termes de l'article XXIV:8, l'Accord devrait être adapté pour tenir compte des progrès réalisés dans le domaine des technologies de l'information depuis la conclusion de l'Accord. À cet égard, il a été suggéré que le texte de l'Accord devrait être modifié pour ménager une certaine flexibilité et clarifier toute ambiguïté concernant l'utilisation des technologies de l'information.

18. Il a été fait référence à la nécessité de poursuivre le processus de collecte de renseignements en réponse au questionnaire révisé sur les technologies de l'information.¹

19. Il a été dit que de nouvelles obligations découlant de l'Accord concernant l'utilisation des publications électroniques et toutes demandes faites aux pays accédants de contracter des engagements à cet égard amèneraient ceux-ci à supporter des coûts considérables. Selon un autre point de vue, l'introduction de la publication par voie électronique serait moins compliquée que l'organisation de nouveaux systèmes de publication sur papier. Il a également été dit que, compte tenu de l'objectif d'élargir la participation à l'Accord, une coopération technique pourrait être fournie aux pays qui n'avaient pas les moyens d'utiliser les technologies de l'information dans le cadre de la passation des marchés publics.

ii) Non-discrimination

20. Il a été indiqué que les technologies de l'information devraient être intégrées de manière à renforcer plutôt qu'à compromettre les objectifs fondamentaux de transparence et de non-discrimination énoncés dans l'Accord. L'utilisation d'outils des technologies de l'information ne devrait pas désavantager les fournisseurs de Parties proprement dites ou potentielles moins bien équipées en technologies de l'information ou sans liaison adéquate avec les réseaux internationaux et devrait tenir compte des capacités limitées dans les pays en développement Parties à cet égard. Il a été noté avec inquiétude que, à moins que des sauvegardes appropriées ne soient établies, l'utilisation des technologies de l'information dans le domaine des marchés publics risquait de conduire à une discrimination *de facto* à l'encontre des fournisseurs étrangers. Il a également été mentionné que l'utilisation des technologies de l'information pouvait créer un écart, ou élargir l'écart, entre les entités et les fournisseurs qui pouvaient effectivement fonctionner à l'ère de l'information, et ceux, en particulier les PME, qui ne le pouvaient pas, créant ainsi un avantage concurrentiel en faveur du premier groupe.

21. Il a été fait observer que l'aspect non-discrimination de l'utilisation des technologies de l'information devrait être pris en considération dans le contexte des procédures et pratiques existantes dans le cadre de l'Accord. La méthode de publication sur papier et d'autres procédures de passation des marchés pourraient aussi avoir une certaine forme d'incidence inégale sur différents fournisseurs. L'examen de cette question devrait se concentrer sur les effets discriminatoires relatifs de l'introduction des technologies de l'information. L'attention a été appelée sur les arguments avancés dans la section 1 c) iii) ci-après quant à la raison pour laquelle la diffusion par voie électronique des renseignements relatifs à l'appel d'offres serait plus efficace pour atteindre tous les fournisseurs intéressés que les méthodes sur papier.

22. S'agissant de la suggestion selon laquelle l'Accord devrait inclure une disposition visant à ce que le moyen de communication lors de la présentation des offres puisse être spécifié par l'entité contractante, il a été dit que si une entité contractante n'autorisait que la communication par voie électronique, cela pourrait établir une discrimination à l'encontre des fournisseurs qui n'avaient pas les outils informatiques requis. À cet égard, il a également été dit qu'il devrait y avoir une disposition générale relative à la non-discrimination, qui ferait en sorte que les entités contractantes ne fassent pas de choix, par exemple en demandant à des fournisseurs d'autres Parties d'utiliser un outil informatique spécial en vue d'établir une discrimination entre les fournisseurs des autres Parties. Toutefois, dans la mesure où les fournisseurs individuels avaient la possibilité d'utiliser les outils informatiques requis, par exemple en souscrivant un abonnement auprès d'un fournisseur Internet ou en utilisant le courrier électronique, les entités acheteuses devraient être autorisées à exiger l'utilisation de moyens de communication électroniques, indépendamment des décisions individuelles des fournisseurs. Une observation a été formulée selon laquelle les dispositions relatives à l'utilisation des technologies de l'information qui permettraient aux entités de favoriser uniquement les fournisseurs qui avaient accès aux technologies de l'information seraient incompatibles avec l'article VI:4 et l'article VII:2 de l'Accord.

¹ Des réponses au questionnaire révisé ([GPA/W/24](#)) ont été présentées par la Norvège ([GPA/W/24/Add.1](#)); le Canada ([GPA/W/24/Add.2](#)); la Corée ([GPA/W/24/Add.3](#)); Hong Kong, Chine ([GPA/W/24/Add.4](#)); la Communauté européenne ([GPA/W/24/Add.5](#)); les États-Unis ([GPA/W/24/Add.6](#)) et Singapour ([GPA/W/24/Add.7](#)).

23. Il a également été fait observer que les craintes que les questions de compatibilité technique et de compatibilité liée au contenu en lien avec l'utilisation des technologies de l'information puissent entraîner une discrimination *de facto* à l'encontre des fournisseurs étrangers étaient en grande partie apaisées par l'utilisation d'Internet. Néanmoins, la volonté des Parties d'accepter des offres électroniques évoluerait à des rythmes différents du fait de considérations liées à des questions de sécurité de la transmission de données et à la faisabilité d'appels d'offres importants et complexes.

iii) Prescriptions en matière de publication

24. Il a été estimé que les entités contractantes devraient être autorisées à choisir entre l'utilisation de publications électroniques et/ou de supports papier pour se conformer à leurs obligations en matière de publication au titre de l'AMP. La publication de renseignements sur les possibilités d'appel d'offres uniquement grâce à l'utilisation de moyens électroniques devrait être suffisante pour satisfaire aux prescriptions pertinentes dans le cadre de l'Accord. Il a également été dit que le fait de refuser un accès facile aux renseignements sur les possibilités de marchés grâce à l'utilisation des systèmes de publication et de diffusion les plus récents irait à l'encontre des objectifs de l'Accord d'ouverture des marchés publics à la concurrence et de promotion de la transparence. Selon un autre point de vue, une Partie qui avait un accès limité aux outils informatiques devrait être autorisée à continuer d'utiliser des publications sur papier. Toute modification apportée à l'Accord devrait être limitée à des dispositions permettant l'utilisation des technologies de l'information en parallèle du système sur papier actuellement utilisé.

25. Il a été dit que l'article IX:1 exigeait la publication des avis d'appel d'offres dans la "publication appropriée" qui est indiquée à l'Appendice II. Si la publication électronique était considérée comme une "publication appropriée", il ne serait pas nécessaire de prévoir des dispositions additionnelles prévoyant expressément l'utilisation de publications électroniques. L'introduction de la publication par voie électronique des avis d'appel d'offres dans les différentes Parties pourrait être indiquée grâce à la notification de modifications apportées aux publications indiquées aux Appendices II et III. Il a également été dit que des dispositions relatives à la disponibilité de copies de secours sur papier des renseignements transmis par voie électronique ou à leur accessibilité par téléphone ou télex fourniraient les sauvegardes nécessaires aux fournisseurs potentiels qui n'avaient pas accès aux réseaux électroniques.

26. Il a également été dit que l'utilisation des technologies de l'information était le meilleur moyen de répondre aux objectifs généraux de l'Accord, y compris la transparence. La publication sur support papier des avis d'appel d'offres n'était plus le meilleur moyen d'assurer la transparence des renseignements relatifs aux appels d'offres à l'échelle mondiale. Il a été suggéré que la mention, à l'article IX:1, de la publication des avis d'appel d'offres dans la publication appropriée qui est indiquée à l'Appendice II devrait être supprimée et remplacée par une obligation générale de publier des avis grâce à des moyens qui offraient un accès le plus large possible et non discriminatoire aux fournisseurs intéressés de toutes les Parties.

27. En outre, il a été dit que, si les bases de données sur les possibilités de marchés pouvaient être décentralisées, il devrait y avoir dans l'Accord une disposition exigeant des Parties qu'elles garantissent l'accès aux renseignements pertinents dans leurs pays au moyen d'un point d'entrée unique et gratuitement. D'autres observations ont été formulées, exprimant des doutes quant au caractère réalisable du fait de donner accès aux renseignements par l'intermédiaire d'un point d'entrée unique dans le cadre d'un accord ayant une vaste portée et s'interrogeant sur le point de savoir si l'accord devrait comporter des dispositions stipulant la manière dont les gouvernements devraient organiser la diffusion des avis d'appel d'offres, par exemple le point de savoir si les entités devraient imposer des redevances pour permettre l'accès à la documentation relative à l'appel d'offres. Il a été dit que la diffusion des documents relatifs à l'appel d'offres sous forme d'une copie papier réduisait les coûts liés à l'équipement, à l'entretien, à la mise à jour et à la fourniture suffisante de lignes téléphoniques pour l'accès et le téléchargement de renseignements. La sous-traitance de l'exploitation des systèmes électroniques d'appels d'offres pourrait aussi réduire ces coûts, qui se situaient entre 10 et 20 dollars par appel d'offres, pour les entités. Selon un autre point de vue, les documents relatifs à l'appel d'offres concernant de grands marchés déjà établis sous la forme de fichiers électroniques pourraient être publiés sur Internet à un coût minime ou nul.

28. Il a été dit que, quel que soit le moyen utilisé, les publications devraient être accessibles et enregistrables. La question a été posée de savoir si un site Web devrait avoir certaines caractéristiques des publications qui étaient essentielles pour les utilisateurs, par exemple en ce qui

concerne la tenue de registres ou les éléments de preuve juridiques, éléments fondamentaux de la transparence et de la régularité de la procédure. Il a également été fait observer que des moyens plus classiques, tels que des télécopies ou des CD-ROM ou des réponses à des demandes par téléphone, pouvaient être considérés comme des solutions de sécurité pour préserver l'accessibilité des renseignements sur les marchés publics pour ceux qui n'avaient pas accès aux réseaux électroniques.

29. Selon un autre point de vue, les dispositions relatives à l'utilisation des publications électroniques devraient être énoncées dans l'Accord comme une option plutôt que comme une prescription. Même si l'Accord ne devrait pas exclure la possibilité d'effectuer la publication en version papier, il devrait permettre aux Parties d'examiner la nécessité de poursuivre la publication sur papier, par exemple pour les appels d'offres dans le domaine des systèmes technologiques de pointe et des technologies de l'information.

30. Des suggestions ont été faites au sujet des dispositions de l'Accord relatives aux prescriptions en matière de publication (article IX relatif à l'invitation à soumissionner pour des marchés envisagés), de l'article XI relatif aux délais pour la présentation des soumissions et la livraison, de l'article XVII relatif à la transparence, de l'article XVIII relatif à l'information et à l'examen concernant les obligations des entités et des Appendices II et III pour tenir compte de la pratique de la publication par voie électronique des avis (Jobs n° 3481-1999 et n° 5211-1997). (Ces suggestions sont reproduites dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

31. Il a été indiqué qu'une transparence accrue concernant les possibilités de marchés était l'un des principaux avantages de la diffusion électronique des avis d'appel d'offres. Internet permettait de visualiser des avis n'importe où dans le monde, quel que soit le lieu d'origine de ces avis. L'Appendice II contenait actuellement des références aux sites Web qui étaient utilisés dans certaines Parties pour diffuser des renseignements relatifs aux appels d'offres. Un autre point de vue remettant en question l'utilisation de sites Web en tant que publications indiquées à l'Appendice II a été exprimé. Il a été suggéré que l'Accord devrait inclure des dispositions exigeant des Parties qu'elles fournissent, dans les Appendices de l'AMP, les adresses de tout site Internet qui donnait des renseignements sur les possibilités de marchés dans leur pays. Cela aiderait les fournisseurs des pays Parties à l'Accord à localiser les renseignements sur les possibilités de marchés qui étaient actuellement publiés par voie électronique et à y accéder facilement. Les Parties devraient également mettre à jour et compléter ces renseignements selon qu'il serait nécessaire. D'un autre côté, un point de vue selon lequel la fourniture d'adresses de sites Internet dans les Appendices de l'AMP ne devrait pas être une prescription de l'Accord a été exprimé. Dans la plupart des pays, les avis d'appel d'offres ne faisaient foi que sous forme d'une copie papier publiée au Journal officiel. Avec la technologie actuelle, il n'était pas possible de vérifier la date d'apparition de la version électronique des avis d'appel d'offres sur Internet, alors qu'il ne pouvait pas y avoir de problème pour prouver la date de publication de la copie papier. Une autre suggestion à ce sujet était que la page d'accueil de l'OMC pourrait être utilisée pour fournir les adresses des sites contenant des renseignements sur les possibilités de marchés dans les différents pays. À cet égard, il a été dit qu'il n'était peut-être pas nécessaire de stipuler ces pratiques dans l'Accord lui-même.

32. Il a été fait observer que les progrès des technologies de l'information présentaient le plus grand potentiel pour ce qui était d'obtenir des gains d'efficacité en matière de passation des marchés publics dans le domaine de la publication des renseignements sur les possibilités de marchés. La publication électronique présenterait les avantages suivants:

- la diffusion en temps voulu des avis d'appel d'offres et des documents à tous les fournisseurs, quel que soit leur localisation. La transmission de copies papier de documents volumineux par courrier était soumise à des retards qui variaient en fonction de la distance. Les fournisseurs économisaient du temps en recevant des renseignements sur les possibilités de marchés en temps réel et en commandant instantanément des documents relatifs aux appels d'offres;
- l'élargissement de la portée de la diffusion des renseignements aux fournisseurs. L'expérience des Parties montrait que le nombre de fournisseurs utilisant des publications électroniques était nettement plus élevé que ceux qui avaient souscrit à des publications sur papier;

- le rapport coût-efficacité de l'obtention de renseignements. Le coût de l'abonnement, du téléchargement et de l'impression des publications électroniques était nettement inférieur au coût de la publication et de l'envoi par courrier des documents au format papier; en particulier, les fournisseurs qui pouvaient n'être intéressés que par quelques possibilités d'appels d'offres spécifiques par an n'auraient pas à s'abonner à de nombreuses publications sur papier;
- la rapidité accrue de l'obtention de renseignements. La recherche par mot, numéro de code ou date de publication des avis pour des produits ou services spécifiques dans des versions conviviales de publications électroniques était moins longue et moins coûteuse que le processus d'exploration et d'obtention de publications sur papier sur les possibilités de marchés; et
- l'élargissement de la portée des données accessibles. L'établissement de liens entre les avis d'appel d'offres et les documents relatifs aux appels d'offres et tout autre renseignement se rapportant à un marché élargirait la portée des renseignements à la disposition des fournisseurs. Par exemple, les avis d'appel d'offres publiés dans la version électronique du Commerce Business Daily des États-Unis contenaient des liens avec la US Federal Acquisition Virtual Library (Bibliothèque virtuelle des achats fédéraux des États-Unis) qui fournissait des orientations politiques et des renseignements sur les tendances actuelles des procédures de passation des marchés ainsi que des données sur la législation en matière de marchés publics.

33. Il a été suggéré que, pour assurer la continuité de l'accès de tous les fournisseurs, les Parties choisissent d'utiliser uniquement les méthodes de publication par voie électronique accessibles sur Internet. Sinon, les Parties pourraient utiliser d'autres moyens électroniques pour autant qu'elles fournissent un accès commode et universel par le biais d'un point d'entrée unique, par exemple en établissant un site Web qui serait relié à plusieurs sites Web. En lien avec l'utilisation d'Internet, il a été dit que, même si Internet était actuellement le moyen le plus largement utilisé de diffusion par voie électronique, un terme générique devrait être utilisé dans l'Accord pour les réseaux électroniques afin de ne pas préjuger du choix du mécanisme effectif utilisé pour les transmissions électroniques et de tenir compte d'une évolution future des technologies de l'information, par exemple dans le domaine de la diffusion interactive. Les dispositions pertinentes de l'Accord devraient prendre la forme d'obligations fondamentales exigeant des Parties qu'elles utilisent les moyens de publication qui, à moment donné, facilitaient au maximum l'accès au plus large éventail de fournisseurs des pays Parties à l'AMP.

34. Il a été dit qu'une prescription imposant de publier les avis d'appel d'offres sur Internet établirait une discrimination à l'encontre des Parties qui n'avaient pas les ressources nécessaires pour maintenir deux systèmes parallèles, en particulier si les publications sur Internet devaient être dans une langue non nationale. En outre, un pays qui utilisait un alphabet non occidental supporterait un coût additionnel lié au maintien des systèmes de données électroniques dans les caractères des deux alphabets.

35. Il a été suggéré que les Parties pourraient être invitées à fournir des adresses de tous sites sur Internet qui donnaient des renseignements sur les possibilités de marchés dans leurs pays. Il était également nécessaire d'examiner de quelle manière les renseignements étaient structurés dans les bases de données nationales. À cet égard, il a également été mentionné qu'il était possible que certains systèmes nationaux électroniques d'appels d'offres ne couvrent pas tous les marchés visés par l'Accord.

36. S'agissant de la question de savoir si les publications électroniques devraient être accessibles aux fournisseurs des Parties à l'AMP à un coût minime ou nul, il a été dit qu'en l'absence d'éléments de preuve indiquant que le coût de l'utilisation des publications électroniques représentait un véritable obstacle à l'accès, l'Accord ne devrait pas contenir de dispositions réglementant l'imposition de redevances pour les publications électroniques ou sur papier. À cet égard, il a été mentionné que les gouvernements transféraient de plus en plus les activités liées aux technologies de l'information à des fournisseurs de services du secteur privé, ce qui pouvait signifier que l'accès aux renseignements et à la documentation relatifs aux appels d'offres ne serait pas gratuit pour les fournisseurs. Il a été suggéré que les Parties devraient avoir la possibilité de prendre en considération, eu égard aux politiques générales, le point de savoir s'il convenait d'imposer une redevance raisonnable.

iv) Présentation et réception des soumissions et autres communications entre soumissionnaire et entité contractante

37. Des suggestions ont été faites au sujet des dispositions de l'Accord relatives à la présentation des soumissions (article XIII:1 et article IX:6) et aux communications entre les soumissionnaires et l'entité contractante (article X:4) pour permettre aux entités d'exiger la présentation électronique des offres et autoriser des moyens électroniques pour les autres communications (Job n° 5211 (1997), Job n° 3842 (1998) et Job n° 3481 (1999). (Ces suggestions sont également reproduites dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

38. Il a été dit que certaines modifications de l'Accord seraient nécessaires pour répondre aux préoccupations liées à la sécurité des offres présentées par voie électronique. Les entités contractantes seraient en mesure de choisir, au cas par cas, le moyen le plus efficace de présenter des offres et les avis de projets de marchés devraient indiquer les moyens à utiliser. Cela tiendrait compte des situations dans lesquelles les offres n'avaient pas été converties en version papier (c'est-à-dire qu'elles étaient évaluées sur l'écran d'ordinateur ou en ligne). (Les suggestions à cet égard figurent dans une note informelle présentée par le Canada distribuée en tant que Job n° 3481 et sont également reproduites dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

39. Certaines suggestions de modifications de l'Accord ont également été faites au sujet des méthodes par lesquelles les Parties pourraient accepter des demandes de participation à des appels d'offres sélectifs de la part de fournisseurs. Les moyens de communication à utiliser pour de telles demandes devraient être spécifiés dans l'avis de projet de marché. Ces modifications permettraient aux entités de prendre des décisions au cas par cas en ce qui concerne les moyens les plus efficaces de présenter une demande de participation. (Les suggestions à cet égard figurent dans une note informelle présentée par le Canada (Job n° 3481) et sont également reproduites dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

40. S'agissant des dispositions de l'Accord concernant la négociation (article XIV) et l'examen concernant les obligations des Parties (article XVIII), il a été dit que les dispositions actuelles de l'Accord n'empêchaient pas les moyens électroniques, mais exigeaient seulement que l'avis soit communiqué par écrit, ce qui pouvait être interprété comme incluant les documents électroniques. L'inclusion dans l'Accord d'une note de bas de page indiquant clairement que l'expression "par écrit" incluait les documents électroniques garantirait la cohérence de l'Accord sur ce point et réduirait également la nécessité d'un libellé spécifique à plusieurs endroits. (Les suggestions à cet égard figurent dans une note informelle présentée par le Canada (Job n° 3481) et sont également reproduites dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

41. Selon un point de vue, il était prématuré d'envisager une obligation de fournir tous les documents relatifs à l'appel d'offres, en particulier dans le cas de marchés de travaux complexes, par voie électronique sur Internet. Il a en outre été dit qu'il était prématuré qu'une prescription concernant la présentation des soumissions par voie électronique figure dans l'Accord.

42. Il a été mentionné que les questions de compatibilité technique et de compatibilité liée au contenu concernant la réception des offres électroniques pourraient être résolues, en particulier en ce qui concerne les transactions courantes, grâce à l'utilisation d'Internet. Les lecteurs de documents largement disponibles (et gratuits), tels qu'Adobe Acrobat Reader, permettraient à l'expéditeur et au destinataire d'une offre d'être en mesure de lire et, s'ils le souhaitent, d'imprimer les renseignements dans divers formats de traitement de texte. En utilisant Internet, les offres de type "texte à compléter" pourraient être achevées à l'écran ou téléchargées et envoyées par courrier électronique à l'organisme contractant.

43. Il a également été dit que, pour les fournisseurs autres que ceux de produits et services standards et courants, les appels d'offres électroniques pourraient être plus coûteux et plus longs dans les cas où les documents relatifs à l'appel d'offres étaient volumineux étant donné que les méthodes traditionnelles de transmission étaient moins coûteuses que le téléchargement et l'impression.

44. Il a également été fait référence aux difficultés juridiques et techniques liées à la présentation électronique des offres et à la transmission des documents entre le soumissionnaire et l'entité contractante par l'intermédiaire de réseaux publics. À cet égard, il a été suggéré que l'Accord devrait contenir des dispositions qui traitent de l'utilisation des signatures électroniques. La Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique, en particulier les articles 5 à 7 relatifs à la reconnaissance juridique des messages de données, aux écrits et aux signatures, pourrait donner des orientations pour la révision de l'AMP dans ces domaines. Il a été dit que des questions telles que la préservation de la confidentialité des soumissions et de la sécurité et de l'intégrité de la teneur des données concernant des soumissions transmises par voie électronique et les effets juridiques des signatures électroniques étaient une question complexe et nécessitait un examen attentif. Dans l'objectif d'assurer une plus grande protection aux entités, il a été suggéré de préciser que les entités pourraient exiger une copie signée de l'offre pour confirmation. S'agissant des préoccupations qui ont été soulevées au sujet du caractère non permanent des documents électroniques affichés sur des sites Web ou des tableaux d'affichage électronique, il a été dit qu'il pourrait y avoir une disposition prescrivant que les documents électroniques devraient être disponibles pour examen ultérieur. Cela mettrait ces types de documents sur un pied d'égalité avec les documents papier, qui étaient conservés par la plupart des Parties conformément aux prescriptions de la législation nationale.

45. En réponse à ces préoccupations, il a été fait observer que la transmission de la documentation relative à l'appel d'offres par voie électronique permettrait d'éviter certains problèmes de confidentialité des renseignements associés à des systèmes plus traditionnels, par exemple les transmissions par télécopie.

46. Il a été dit que les travaux menés dans le cadre du mandat énoncé à l'article XXIV:8 prescrivant de négocier des modifications de l'Accord à la lumière de l'évolution des technologies de l'information étaient différents des travaux sur les modifications éventuelles des procédures de passation des marchés dans le cadre de l'Accord pour tenir compte des nouvelles méthodes de passation des marchés. Les discussions sur les deux sujets devraient rester distinctes.

v) Sites Web gérés de manière commerciale

47. Il a été dit que des sites Web gérés de manière commerciale, qui dressaient la liste de tous les fournisseurs de matériel similaire ou d'un certain nombre d'entre eux et permettaient à une entité contractante de rechercher le meilleur prix, étaient de plus en plus utilisés. L'examen devrait porter sur la question de savoir comment les règles de l'Accord s'appliqueraient aux achats effectués à la suite de l'utilisation de ces sites et celle de savoir si leur utilisation pourrait avoir pour effet de limiter les possibilités d'accès non discriminatoire pour les fournisseurs des autres Parties. À cet égard, une observation a été formulée selon laquelle toutes dispositions générales de l'Accord relatives aux principes de l'égalité de traitement et de l'accès non discriminatoire aux fournisseurs des autres Parties s'étendraient à ces pratiques.

vi) Faciliter l'accès aux bases de données et l'utilisation d'outils d'information

48. Il a été suggéré que la facilité d'accès aux sources d'information (y compris l'établissement de liens entre les bases de données et la garantie de l'interopérabilité) et l'utilisation d'outils d'information (y compris des outils de recherche et des nomenclatures communes) étaient certaines des questions qui devraient être abordées dans ce domaine.

49. En ce qui concerne la facilité d'accès aux bases de données, il a été indiqué que les bases de données différaient généralement en termes de contenu et de structure. La facilité d'utilisation des outils d'information devrait être améliorée en harmonisant la présentation des renseignements. Cela contribuerait aussi à assurer l'interopérabilité entre les différents systèmes. Ces technologies ne deviendraient pleinement profitables que si un accord sur l'harmonisation des normes pour le codage de l'information pouvait être trouvé. Cela faciliterait l'utilisation des outils de recherche pour naviguer dans les renseignements figurant dans différentes bases de données. À cet égard, il a également été indiqué qu'il serait nécessaire d'élaborer des outils permettant d'accéder à des bases de données dans différentes langues. Il a également été suggéré qu'un système de vocabulaire multilingue harmonisé/unique spécialement conçu à des fins de passation des marchés devrait être utilisé pour décrire les achats, comme cela avait été fait au niveau de la Communauté européenne avec le Vocabulaire commun pour les marchés publics (CPV). Le CPV attribuait un code à neuf chiffres

à quelque 6 000 termes couramment utilisés dans le processus de passation des marchés. L'utilisation de termes standard dans le CPV permettait aux fournisseurs potentiels de marchandises et de services de comprendre facilement les avis de marché et d'identifier le type de marchés qui présentaient un intérêt particulier pour eux. Le CPV a également contribué à l'établissement de bases de données statistiques sur les marchés. En outre, l'utilisation du CPV multilingue dans les onze langues officielles de l'Union européenne et des formulaires types fournis dans celui-ci avait facilité la traduction, au minimum, des éléments les plus importants des avis de marchés. La délégation de la Communauté européenne s'est dite disposée à présenter un document explicatif sur le CPV.

50. S'agissant de la facilité d'utilisation des outils d'information, il a été dit que l'accès aux renseignements essentiels sur les marchés deviendrait plus difficile en raison de l'augmentation du nombre de bases de données. Il faudrait trouver une solution selon laquelle les fournisseurs intéressés pourraient rechercher des renseignements dans une multitude de bases de données au moyen d'un moteur de recherche unique, par exemple une solution qui pourrait être élaborée conjointement par les Parties à l'AMP sur le site Web de l'OMC. Il a également été suggéré que les Parties devraient échanger des renseignements sur leurs données d'expérience concernant les aspects techniques de cette question.

vii) Délais maximaux

51. Certaines délégations ont préconisé d'envisager ou indiqué qu'elles étaient prêtes à envisager de réduire les délais minimums requis aux différents stades du processus de passation des marchés afin d'améliorer l'efficacité de celui-ci. Il a été dit que les entités pourraient bénéficier d'incitations pour utiliser les nouvelles technologies, par exemple les entités qui mettaient à disposition les documents relatifs à l'appel d'offres par des moyens électroniques au moment de la publication des avis d'appel d'offres pourraient être autorisées à utiliser des délais réduits.

52. Selon un autre point de vue, les parties intéressées pourraient se voir accorder des incitations pour offrir un accès en ligne aux versions électroniques des documents relatifs à l'appel d'offres sur Internet, par exemple en réduisant les délais requis.

53. Il a également été souligné que toute réduction des délais devrait être liée au temps économisé grâce à l'utilisation de moyens électroniques et ne devrait pas entraîner une discrimination à l'encontre des fournisseurs éloignés.

54. Il a également été indiqué que la raison d'être des délais spécifiques prévus dans l'AMP de 1994 devrait être soigneusement examinée avant de tenter toute révision des dispositions pertinentes. Certains critères objectifs devraient être élaborés à cet égard afin de garantir une possibilité égale de soumissionner à tous les fournisseurs, étrangers ou nationaux. Il a également été mentionné que les délais actuels avaient été fixés pour faire en sorte que les soumissionnaires soient informés des possibilités de passation des marchés bien avant le délai de présentation des offres. Les délais prévus dans l'Accord actuel avaient été allongés à 40 jours, contre 30 jours dans l'Accord du Tokyo Round relatif aux marchés publics de 1979. Certains pays ont volontairement allongé les délais à 50 jours.

55. Il a été dit que l'objectif des critères énoncés à l'article XI:1 a) était de faire en sorte que les gouvernements établissent des délais minimaux adéquats. La possibilité de recourir à des procédures de contestation des adjudications au titre de l'article XX procurait une sauvegarde additionnelle. Dans les cas où l'appel d'offres sélectif était utilisé, des délais plus courts étaient possibles puisque les modes de présentation des offres étaient généralement standardisés. Le temps nécessaire pour préparer les offres dépendait de la nature du projet de marché. Des délais généralisés réduiraient l'efficacité sans accroître l'accès ni réduire la discrimination. Les modifications projetées permettraient aux entités contractantes d'utiliser des délais plus longs en fonction de la complexité du marché ou des moyens de communication utilisés. Des suggestions ont été faites concernant les délais fixés dans l'Accord (article XI) pour tenir compte de la présentation des soumissions par voie électronique et de la réception des offres par voie électronique (Note informelle présentée par le Canada distribuée en tant que Job n° 3481 (1999), section 4).

56. Par ailleurs, les points ci-après ont été soulevés pour mettre en garde contre toute réduction prématurée des délais:

- même si les progrès des technologies de l'information ont certainement contribué à raccourcir le délai de présentation, de publication et de diffusion des avis d'appel d'offres et des documents relatifs aux appels d'offres, il était probable que le temps nécessaire pour préparer les soumissions resterait le même dans la plupart des cas. Tant que la communication par courrier normal et les outils électroniques coexistaient, il pouvait être prématuré de permettre aux entités utilisant la transmission électronique de bénéficier de l'avantage de délais plus courts; toutefois, les Parties à l'AMP pourraient envisager d'accepter des délais plus courts pour des projets pilotes ou certains secteurs qui étaient particulièrement adaptés à l'appel d'offres électronique; et
- il peut être prématuré de conclure que les technologies de l'information pourraient raccourcir les délais des appels d'offres car le gain de temps découlant de la transmission électronique des documents pourrait être relativement faible par rapport au temps total nécessaire à la préparation d'offres valables.

viii) Nouvelles questions relatives au commerce électronique

57. Il a été indiqué qu'une utilisation plus large des outils électroniques pourrait remettre en question l'approche traditionnelle des marchés publics car elle ouvrirait la voie aux appels d'offres totalement électroniques ou au commerce électronique entre acheteurs et fournisseurs. En outre, les nouveaux outils électroniques donnaient aussi aux entités contractantes des possibilités de coopérer en échangeant des informations, des idées et des données d'expérience. Cette option nécessiterait un examen plus approfondi des aspects relatifs à la confidentialité des données et à la sécurité, de l'interopérabilité des systèmes et des questions juridiques telles que l'acceptation des signatures numériques et des reçus électroniques. Le comportement traditionnel des entités contractantes qui invitaient les fournisseurs à soumissionner pourrait être remis en question par de nouvelles possibilités technologiques qui faciliteraient, par exemple, les procédures de qualification électroniques, les appels d'offres pour des contrats-cadres et la sélection des produits immédiatement disponibles dans des catalogues électroniques.

e) Méthodes de passation des marchés

58. Il a été suggéré que les dispositions relatives aux procédures de passation des marchés devraient être réexaminées pour tenir compte des pratiques croissantes et fréquentes consistant à avoir recours à des appels d'offres en deux étapes et à des accords-cadres, y compris en cas d'utilisation de catalogues électroniques. Par ailleurs, la question de savoir si ces deux types de marchés ne relèveraient pas de manière appropriée de l'une des procédures de passation des marchés définies dans le texte actuel de l'article VII a été posée.

i) Appel d'offres en deux étapes

59. Il a été fait observer que les dispositions relatives à la procédure d'appel d'offres ouverte et à la procédure d'appel d'offres sélective ne couvraient pas les appels d'offres en deux étapes prévus dans le chapitre V, à l'article 46, de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services. Les principaux éléments de l'appel d'offres en deux étapes étaient les suivants:

- au cours de la première étape, des offres initiales contenant les propositions initiales d'appel d'offres étaient sollicitées sans prix de soumission. La proposition portait sur les aspects techniques et contractuels du projet, ainsi que sur les antécédents des soumissionnaires;
- au cours de la seconde étape, les soumissionnaires qui n'avaient pas été rejetés à la suite de l'évaluation technique étaient invités à présenter des offres finales accompagnées de prix et correspondant aux spécifications d'un cahier des charges.

60. L'appel d'offres en deux étapes de la CNUDCI était conçu pour séparer délibérément l'évaluation technique de l'évaluation des prix, et il ne pouvait y avoir de négociations avec aucun fournisseur, ni aucune modification des spécifications relatives à l'appel d'offres tout au long du processus d'appel

d'offres. Au cours de la première étape, une évaluation purement technique était effectuée. Au cours de la seconde étape, seuls ceux qui satisfaisaient à l'évaluation technique étaient invités à communiquer leurs offres de prix. L'évaluation des prix pouvait être effectuée par un comité totalement différent de celui chargé de l'évaluation technique, par exemple l'entité pouvait décider que l'évaluation technique soit effectuée par un groupe d'experts en ingénierie, mais que l'évaluation des prix soit effectuée par les décideurs. La méthode de l'appel d'offres en deux étapes était particulièrement utile pour des projets complexes dans lesquels l'entité contractante souhaitait séparer l'évaluation technique de l'évaluation des prix, par exemple dans le cadre de projets d'ingénierie complexes, comme la construction d'une centrale nucléaire. Il était demandé à des experts techniques d'évaluer les offres acceptables sur le plan technique et d'en établir une liste restreinte, mais la décision finale serait prise par les responsables, en tenant compte du caractère abordable et du rapport coût-efficacité de l'appel d'offres proposé ainsi que de sa faisabilité technique. La législation de nombreux pays contenait des dispositions relatives aux appels d'offres en deux étapes fondées sur les dispositions pertinentes de la Loi type de la CNUDCI.

61. Il a également été fait observer que la procédure en deux étapes semblait avoir des similitudes avec les procédures de négociation décrites à l'article XIV de l'AMP. D'un autre côté, la méthode de l'appel d'offres en deux étapes prévue par la Loi type de la CNUDCI avait été conçue pour séparer les évaluations techniques des évaluations des prix. Les procédures relevant de cette méthode ne pouvaient impliquer aucune négociation avec les fournisseurs ni aucune modification du cahier des charges tout au long de l'ensemble du processus d'appel d'offres. La portée des dispositions relatives aux négociations figurant dans l'Accord du Tokyo Round avait été élargie pour inclure la notion d'appel d'offres en deux étapes dans l'Accord de 1994. Toutefois, l'article XIV envisageait des négociations découlant du processus d'évaluation des soumissions, dans les cas où il était apparu qu'aucune soumission n'était manifestement la plus avantageuse. Il a également été dit que des négociations postérieures aux soumissions pourraient être bénéfiques à la fois pour les fournisseurs et pour les entités contractantes, par exemple pour résoudre des questions autres que les prix telles que des considérations environnementales ou en matière de sécurité liées à un marché. Toutefois, les termes de l'article XIV ne précisaient pas le point de savoir si les négociations devraient avoir lieu avant l'appel d'offres, après l'appel d'offres et avant l'adjudication des marchés ou après l'adjudication des marchés. Le texte actuel de l'article XIV:4 d), qui semblait laisser entendre que les entités contractantes pouvaient engager de nouvelles négociations avec les autres participants, devrait être clarifié. Il a également été fait observer que les négociations au titre de l'article XIV avec les soumissionnaires devraient être régies par les principes fondamentaux de non-discrimination, d'égalité de traitement et de transparence. Il a également été dit que l'appel d'offres en deux étapes était conforme à l'AMP si, au cours de la première étape, l'évaluation technique était effectuée de manière équitable et non discriminatoire et que les fournisseurs qui remplissaient les critères techniques étaient traités équitablement au cours de la deuxième étape.

62. Il a également été dit que toute nouvelle procédure de passation des marchés devant être formulée au titre de l'Accord devrait avoir pour objet de faire respecter les principes de transparence et de non-discrimination.

63. Une note informelle sur la question des appels d'offres en deux étapes a été distribuée par Singapour en tant que Job n° 5295.

ii) Accords-cadres ou types de contrats similaires

64. Il a été dit que, dans de nombreuses Parties, les entités contractantes utilisaient fréquemment des arrangements contractuels connus sous le nom de marchés multiples (aux États-Unis), accords-cadres (dans la Communauté européenne), offres à commandes et accords d'approvisionnement (au Canada), des marchés sur bordereau de prix, des marchés sur catalogue et d'autres méthodes d'achat fondées sur des technologies de pointe mises au point par des entreprises privées. L'examen devrait porter sur la manière dont ces types d'arrangements contractuels entraient dans le cadre des dispositions actuelles de l'Accord et le point de savoir si de nouvelles dispositions seraient nécessaires pour tenir compte de leur utilisation croissante.

65. Il a été dit que le principal objectif du recours à des accords-cadres avait été d'accélérer le processus de passation des marchés et de ménager une certaine flexibilité. Les importants avantages offerts à la fois aux entités contractantes et aux fournisseurs comprenaient les suivants: permettre l'acquisition de fournitures et de services lorsque les délais exacts et/ou les quantités exactes des besoins futurs n'étaient pas connus au moment de l'adjudication; simplifier considérablement le

processus de passation des marchés et en accélérer les délais de livraison; permettre la réduction des délais dans le cadre de la passation de marchés au quotidien, en particulier pour les achats de produits courants et de certains services normalisés; éliminer la nécessité de solliciter et de présenter des offres répétitives et des soumissions distinctes lorsque de nombreuses transactions similaires étaient nécessaires, ce qui permettait de tirer parti de la taille plus grande des marchés; tirer parti des progrès technologiques et des changements de priorités des organismes d'une manière efficace sur le plan des coûts; et faciliter l'utilisation du commerce électronique pour améliorer l'efficacité et l'efficacité du processus d'acquisition.

66. Il a été dit que ces types d'arrangements pratiqués dans diverses Parties paraissaient avoir, entre autres choses, les caractéristiques communes ci-après:

- un accord-cadre était conclu entre une entité acheteuse et un ou plusieurs fournisseurs sélectionnés offrant une marchandise ou un service comparable;
- plusieurs transactions avec plusieurs fournisseurs pouvaient être concernées. Il pouvait aussi y avoir des transactions récurrentes ultérieures avec un fournisseur unique;
- un accord-cadre était conclu pour une période déterminée;
- un accord-cadre établissait les conditions qui régiraient les marchés devant être adjugés au cours d'une période déterminée, par exemple le prix, la quantité et les conditions de livraison des fournitures effectives;
- initialement, un contrat-cadre principal était adjugé à un ou plusieurs fournisseurs en utilisant, selon qu'il était approprié, la procédure d'appel d'offres ouverte, sélective ou limitée au titre de l'Accord. Les passations ultérieures de commandes spécifiques (ou la conduite de tâches multiples) au titre de ce contrat-cadre étaient effectuées par l'entité contractante, au fur et à mesure que ses besoins d'achat se faisaient sentir;
- une valeur spécifique n'était pas associée à un fournisseur particulier. Un fournisseur particulier pouvait fournir des marchandises et des services dans une fourchette donnée de valeurs applicable à chaque fournisseur inclus dans le contrat;
- si les entités contractantes avaient attribué un accord-cadre, à un stade initial, sur la base de procédures de passation des marchés concurrentielles, un appel à la concurrence n'était pas obligatoire lorsque des marchés étaient adjugés sur la base de cet accord à un stade ultérieur;
- les accords-cadres pouvaient être conclus conjointement par plusieurs organismes d'achat. Par exemple, dans les pays de la Communauté européenne, plusieurs municipalités pouvaient conclure un contrat-cadre avec un ou plusieurs fournisseurs. Une nouvelle entité contractante pouvait s'associer ultérieurement à un accord-cadre existant sans qu'il soit nécessaire de procéder à des procédures de passation des marchés complètes. Aux États-Unis, dans un certain nombre de cas, plusieurs organismes fédéraux avaient conclu des arrangements concernant la participation à un contrat existant d'organismes additionnels qui avaient besoin du type de marchandises ou de services faisant l'objet du marché. Les valeurs maximales établies dans le cadre de ce contrat s'appliquaient toujours quelle que soit le nombre d'organismes participants.

67. S'agissant de la question de savoir dans quelle mesure les dispositions existantes de l'Accord étaient applicables aux accords-cadres et si l'utilisation croissante de ces types d'arrangements contractuels nécessiterait l'inclusion d'une définition additionnelle ou d'un nouveau type de procédure de passation des marchés dans l'AMP, selon un point de vue, l'utilisation d'accords-cadres était compatible avec les règles et principes de l'Accord concernant l'accès non discriminatoire et aucune nouvelle disposition ne serait nécessaire pour tenir compte de leur utilisation. Selon un autre point de vue, les accords-cadres ne devraient pas être utilisés d'une manière qui irait à l'encontre de l'objectif consistant à ouvrir les marchés publics à la concurrence de fournisseurs situés dans tous les pays Parties à l'AMP. La question fondamentale à cet égard était de savoir comment garantir un traitement non discriminatoire, juste et équitable pour tous les fournisseurs qualifiés ainsi que l'application de conditions de concurrence dans le cadre des différentes possibilités de marchés au titre de ces contrats. Certains principes généraux régissant les contrats-cadres devraient être pris en considération lors de la discussion du point de savoir si ces types de procédures étaient visés par les dispositions actuelles de l'Accord.

68. Il a également été dit que l'Accord devrait être suffisamment flexible pour tenir compte de procédures novatrices qui étaient compatibles avec ses objectifs, sans rendre ses dispositions inutilement complexes. L'adjudication des accords-cadres constituait un acte de passation des marchés au sens de l'article I:2 de l'AMP. Ces types d'arrangements contractuels étaient conclus en utilisant les procédures d'appel d'offres énoncées dans l'Accord et leur utilisation ne demandait aucune modification de l'article VII:3. Il a également été dit que les commandes ultérieures ou les transactions individuelles ne devraient pas être considérées comme des contrats distincts ou des actes de passation de marchés au sens de l'article I:2 de l'AMP, mais comme des commandes ou des décisions d'achat au titre du contrat existant. Toutefois, les entités devraient appliquer les principes de la concurrence et de la régularité de la procédure dans le traitement des différents marchés.

69. Il a été fait observer qu'une question essentielle concernant la distinction entre une procédure ouverte et une procédure sélective dans ce contexte était de savoir si tous les fournisseurs intéressés avaient la possibilité de participer au contrat-cadre, à la suite de la publication ouverte des prescriptions de celui-ci, ou si l'entité contractante approchait individuellement des fournisseurs ou des opérateurs privés qui maintenaient des catalogues électroniques. Selon un point de vue exprimé à cet égard, un moyen d'inscrire les accords-cadres dans le cadre des dispositions existantes de l'Accord serait de considérer les accords-cadres comme une variante des procédures d'appel d'offres sélectives. À bien des égards, les accords-cadres apparaîtraient similaires aux procédures de qualification. Aucune transaction financière n'était associée à un accord-cadre. Les termes d'un accord-cadre ne constituaient nullement un engagement de la part de l'organisme acheteur ni des fournisseurs qualifiés en ce qui concerne les marchés effectifs. Sur demande de nouveaux fournisseurs, un organisme de passation des marchés conclurait un accord-cadre avec les fournisseurs qui satisfaisaient aux critères d'évaluation. Toutefois, si les accords-cadres devaient être considérés comme une forme de procédure de qualification, l'organisme acheteur devrait appliquer les procédures de l'Accord en matière de qualification, y compris celles relatives à la transparence. Au lieu de créer une catégorie distincte de "contrats-cadres", il pourrait être préférable de se concentrer sur les procédures de qualification des fournisseurs et sur la relation entre ces procédures et la procédure ouverte ou avec mise en concurrence. Il a également été dit que les caractéristiques qui distinguaient un accord-cadre des procédures prévues par l'Accord concernant la qualification et l'appel d'offres ouvert ou prévues dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres en deux étapes devraient être identifiées. D'un autre côté, il a été dit que le traitement de l'adjudication initiale d'un accord-cadre aux fournisseurs en tant que procédure de qualification et les transactions ultérieures en tant que marchés au titre de l'AMP diminueraient sensiblement l'intérêt de ces types d'arrangements. Toutefois, il a été dit que, aux États-Unis, ces types d'arrangements ne pouvaient pas être considérés comme une procédure de qualification puisque la participation de chaque fournisseur était associée à une valeur minimale.

70. Il a été dit que, conformément au principe de non-discrimination, tous les fournisseurs intéressés devraient avoir la possibilité de participer à des contrats-cadres. Dans un premier temps, un contrat-cadre devrait indiquer d'emblée les modalités et les règles en vertu desquelles il serait exécuté. En ce qui concerne les achats spécifiques effectués auprès de fournisseurs lors des étapes ultérieures d'un accord-cadre, il a été dit que ces achats devraient aussi être effectués de manière non discriminatoire. Il a également été dit que, dans la pratique des États-Unis, le contrat proprement dit contenait des termes prescrivant que les organismes d'achat qui avaient recours à ce contrat devaient effectuer les achats d'une manière non discriminatoire et que le respect de ces prescriptions pouvait faire l'objet d'une contestation juridique. Il a également été dit que l'application du principe de non-discrimination énoncé à l'article III à des achats individuels devrait être clarifiée afin de garantir une concurrence effective lors de l'adjudication de ces marchés, par exemple afin d'éviter la passation de commandes effectives principalement auprès de fournisseurs nationaux au détriment des fournisseurs étrangers. Il a également été dit que, étant donné l'applicabilité générale des prescriptions relatives à la non-discrimination énoncées à l'article III, il n'était peut-être pas nécessaire d'inclure des dispositions spécifiques dans l'Accord pour garantir la non-discrimination. Dans le cas où il serait nécessaire ou souhaitable d'ajouter des dispositions relatives à la non-discrimination spécifiquement liées aux marchés multiples, l'article III pourrait être modifié pour inclure un libellé spécifique exigeant la non-discrimination entre les fournisseurs parties à ces contrats (voir la section sur l'examen article par article et la note du Secrétariat intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994").

71. Pour ce qui est de l'adjudication effective des contrats-cadres, il a également été dit que la concurrence devrait avoir lieu au début dans le cadre de procédures d'appel d'offres ouvertes ou sélectives ou de procédures de qualifications et que les modalités et conditions du marché devraient être établies dans des conditions de concurrence. En outre, le nombre de fournisseurs ne devrait pas être limité pour les marchés très importants afin d'éviter la présence d'un fournisseur dominant dans un secteur donné. La participation à un accord-cadre existant devrait être ouverte à des fournisseurs additionnels à tout moment. Il a été demandé si les accords-cadres devraient comporter des dispositions explicites garantissant un accès non discriminatoire aux nouveaux fournisseurs.

72. Il a également été dit qu'il serait peut-être nécessaire de réviser l'Accord afin de prévoir l'évaluation des contrats-cadres. Étant donné qu'il n'y avait pas de valeurs spécifiques associées à un accord-cadre, il était difficile de déterminer si un accord-cadre était visé par l'AMP en termes de valeurs de seuil. L'article II:4 établissait des formules pour l'évaluation des contrats connexes, dont chacun pouvait être considéré comme un acte de passation des marchés distinct au sens de l'AMP. Ces formules ne semblaient pas applicables à l'évaluation des "marchés multiples" puisque chaque transaction individuelle au titre de ces arrangements ne constituait pas un marché distinct. Il a été suggéré que, pour clarifier les formules d'évaluation qui devraient être utilisées dans ces différentes situations, l'article II devrait être modifié pour inclure un libellé relatif à l'évaluation des accords-cadres aux fins de l'applicabilité des valeurs de seuil prévues dans l'Appendice I concernant les Parties (voir la section consacrée à l'examen article par article et la note du Secrétariat intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994").

73. Une note informelle sur la question du traitement des marchés multiples dans le cadre de l'AMP, y compris une description de l'utilisation de ces contrats aux États-Unis, a été distribuée en tant que Job n° 2795. Les descriptions nationales des "contrats-cadres" ou des types similaires d'arrangements au Canada et à Singapour ont été distribuées, respectivement, en tant que Job n° 3487 et Job n° 3655.

iii) Utilisation de catalogues électroniques

74. Il a été dit que, sur la base de la pratique du secteur privé, il semblait y avoir deux principaux modes d'achat au moyen de catalogues électroniques:

- un service de site Web géré de manière commerciale qui regroupait ensemble tous les fournisseurs de matériels similaires et permettait à une entité contractante de rechercher le meilleur prix. Le site fonctionnait essentiellement comme un supermarché dans lequel les produits et services similaires étaient regroupés ensemble et présentés au client. Par exemple, si une entité contractante souhaitait acheter des modems d'ordinateur, les capacités désirées étaient recherchées. Les produits qui correspondaient aux critères pouvaient être présentés par ordre de prix croissant. Ou bien, l'entité pouvait parcourir l'ensemble du catalogue électronique. La principale critique concernant cette approche du catalogue électronique était que les fournisseurs qui ne figuraient pas dans le catalogue étaient exclus de la recherche de l'entité contractante; et
- l'entité contractante ou un groupe d'entités pouvait lancer des marchés périodiques et gérer une liste restreinte évaluée de fournisseurs. Par exemple, l'office gouvernemental central chargé des marchés publics pouvait lancer des appels d'offres ouverts pour les billets d'avion, les photocopieurs, les matériels informatiques et produits similaires. Plusieurs fournisseurs pouvaient être présélectionnés. Cependant, comme le produit évoluait de temps en temps, par exemple les voyages aériens, les différents fournisseurs présélectionnés étaient invités par les entités à communiquer un prix du transport aérien chaque fois qu'un marché était passé. L'évaluation des fournisseurs présélectionnés était effectuée par voie d'appel d'offres ouvert, mais les offres de prix individuelles pendant la durée du contrat étaient limitées aux fournisseurs présélectionnés. À la fin de la période en question, un nouvel appel d'offres ouvert était lancé, et les offres de prix individuelles pendant la nouvelle période étaient de nouveau limitées à la liste restreinte de fournisseurs.

75. Il a été demandé si les marchés passés au moyen de catalogues électroniques appartenaient à la catégorie des procédures d'appel d'offres ouvertes, auxquelles tous les fournisseurs intéressés pouvaient soumissionner ou à celle des procédures d'appel d'offres sélectives, dans le cadre

desquelles des fournisseurs présélectionnés étaient invités à le faire. Il pourrait s'avérer que la formulation actuelle de l'AMP ne soit pas suffisamment large. À cet égard, il a également été dit que l'utilisation de l'appel d'offres électronique, en soi, ne nécessitait peut-être pas nécessairement une réévaluation des types de procédures d'appel d'offres largement décrites à l'article VII. Certaines des questions relatives à l'utilisation des nouvelles technologies concernaient aussi les modes traditionnels de passation des marchés. S'agissant de la question de savoir si l'utilisation de catalogues électroniques dans le cadre de la passation des marchés pourrait relever des méthodes d'appel d'offres ouvertes ou sélectives, il a été dit que les catalogues électroniques servaient de moyen par lequel les offres d'approvisionnement contenues dans un accord-cadre étaient communiquées par l'entité contractante aux divers utilisateurs finals. Si des accords-cadres couvrant plusieurs fournitures étaient autorisés dans le cadre de l'Accord, il devrait aussi y avoir des dispositions autorisant l'utilisation de catalogues électroniques. À cet égard, il a également été dit qu'une certaine forme de catalogues électroniques pourrait être similaire aux accords-cadres. Toutefois, la question de savoir si un type particulier de marché était compatible avec l'Accord dépendrait de la manière dont il était mené. L'AMP devrait tenir compte de l'utilisation de catalogues électroniques, à condition que les procédures de participation à un système de catalogue électronique soient compatibles avec les principes fondamentaux énoncés dans l'AMP, à savoir l'ouverture, la concurrence et la transparence.

76. La question a été posée de savoir si des catalogues électroniques étaient utilisés principalement pour les marchés de faible valeur. Si tel était le cas, l'utilisation de catalogues électroniques serait largement exclue de la portée de l'Accord. À cet égard, il a été dit que, même si la valeur des différents articles achetés à partir de catalogues électroniques pouvait être relativement faible, les valeurs totales seraient importantes si une série d'articles étaient achetés régulièrement et fréquemment par les fournisseurs figurant dans les catalogues commerciaux. Il a également été fait observer que la question des contrats successifs serait pertinente pour l'utilisation de catalogues électroniques dans le cadre des marchés publics. Il a également été fait observer que les services de site Web gérés de manière commerciale semblaient se rapporter à l'achat direct au titre de l'article XV plutôt qu'à une concurrence ouverte.

77. Une note informelle sur les thèmes de l'utilisation des catalogues électroniques a été distribuée par Singapour en tant que Job n° 5295.

f) Communication de statistiques

i) Généralités

78. Il a été dit que la communication de statistiques était un domaine dans lequel la simplification et la rationalisation des prescriptions devraient être envisagées. Les prescriptions en matière de statistiques énoncées dans l'Accord étaient indûment complexes, chronophages et contraignantes à la fois pour les Parties et pour les individus, notamment en raison de l'élargissement du champ d'application du nouvel accord. Elles ont été considérées comme disproportionnées par rapport aux renseignements devant être tirés des statistiques et du point de vue des avantages réels pour les acheteurs et les fournisseurs individuels. D'autre part, on a fait observer que la communication de statistiques était un outil essentiel pour renforcer la transparence et surveiller le respect des obligations découlant de l'Accord par les Parties. En outre, la communication de statistiques fournissait une base de renseignements utile aux fournisseurs et aux acheteurs sur le fonctionnement et le développement des possibilités de marchés publics. Dans toute modification des prescriptions existantes, les Parties devraient essayer de trouver un équilibre entre les avantages que présentent des prescriptions moins lourdes et les désavantages d'avoir *de facto* moins de transparence.

79. Des notes informelles sur ce sujet ont été distribuées en tant que Jobs n° 5212 (en 1997), n° 3246, n° 3855, n° 3869 et n° 5269 (en 1998). Une note du Président visant à présenter un projet de révision du texte de l'article XIX:5 a), ainsi que les observations formulées au sujet de ce projet lors des consultations informelles tenues en février, mai et juin 1999, a été distribuée en septembre 1999.

ii) Création d'une plus grande flexibilité en matière de communication de statistiques dans le cadre de l'AMP

80. Il a été suggéré que, pour aider à réduire la charge administrative pesant sur les Parties pour ce qui est de recueillir des données statistiques et de produire des rapports à l'intention du Comité des marchés publics, l'Accord devrait permettre une plus grande flexibilité en termes de manière dont les données statistiques étaient communiquées. Une flexibilité accrue permettrait aux Parties de présenter des rapports qui étaient davantage conformes aux pratiques nationales de chaque Partie en matière de présentation de rapports sur les marchés publics en termes d'établissement et de communication de statistiques sur les marchés publics, réduisant ainsi la charge administrative que représente l'établissement de rapports. Les aspects pour lesquels une flexibilité accrue en matière de présentation de rapports pourrait être envisagée comprenaient les suivants:

- permettre aux Parties de présenter des rapports statistiques au titre de l'AMP sur la base de l'exercice financier plutôt que de l'année civile; ou
- autoriser les Parties à indiquer des obligations annuelles globales par marché plutôt que la valeur totale des marchés adjugés, étant donné que la durée de nombreux contrats était supérieure à un an.

81. Il a également été suggéré que les Parties devraient envisager une plus grande flexibilité dans la communication de statistiques concernant les entités mentionnées à l'Annexe 2 sur la base de l'expérience acquise au cours des premières années de mise en œuvre de l'AMP. Compte tenu du caractère décentralisé de ces systèmes de passation des marchés pour de nombreuses Parties, on pourrait envisager de ne pas exiger un format spécifique pour ces statistiques.

82. Il a été fait observer que toute mesure permettant une variation ou une flexibilité en matière de communication de statistiques devrait toutefois garantir un niveau minimum suffisant de communication de statistiques par toutes les Parties. Les Parties doivent continuer de présenter des données statistiques qui sont comparables en termes de portée et d'ampleur.

83. Enfin, il a été suggéré que les Parties souhaitant modifier la manière dont elles communiquent des données statistiques au Comité au titre de l'Accord devraient être tenues de présenter une notification écrite au Comité et que, en l'absence de toute objection dans un délai de 30 jours, la modification prenne effet.

iii) Statistiques sur la valeur estimée des marchés adjugés (article XIX:5, alinéa a))

84. Il a été fait observer que jusqu'à présent, le Comité n'avait élaboré aucune méthode d'estimation conformément aux dispositions de l'article XIX:5, alinéa a), qui exigeait que les entités énumérées à l'Annexe 1, c'est-à-dire le gouvernement central, fassent rapport sur la valeur estimée des marchés adjugés, aussi bien au-dessus qu'au-dessous de la valeur de seuil. Jusqu'à ce qu'une méthode appropriée pour cette estimation soit prescrite, à la fois pour ce qui est de la fiabilité et de l'efficacité, l'établissement de rapports conformément à cette disposition ne serait pas cohérent entre les Parties. Les dispositions pertinentes de l'article XIX:5 a) devraient être abandonnées ou, à défaut, être modifiées pour viser uniquement les marchés dépassant la valeur de seuil pour les entités mentionnées à l'Annexe 1. Par ailleurs, il a été dit que ces types de statistiques étaient nécessaires pour évaluer le respect de l'Accord par les Parties. Il a également été dit que les participants pourraient aussi fournir des statistiques sur les marchés de faible valeur, par exemple sur les marchés faisant appel à des catalogues électroniques ou des cartes d'achat.

85. Selon une autre suggestion, l'Accord devrait inclure une exception pour les marchés de très faible valeur (exception *de minimis*) aux prescriptions de l'article XIX:5 a) selon lesquelles les données statistiques relatives aux entités mentionnées à l'Annexe 1 devaient être fournies pour les marchés au-dessous des valeurs de seuil au titre de l'AMP. Une telle exception *de minimis* éliminerait les prescriptions en matière de présentation de rapports concernant l'Annexe 1 pour les marchés au-dessous d'un montant convenu. Il est probable que cela allégerait la charge administrative pesant sur les Parties, étant donné que, habituellement, de nombreuses Parties ne recueillaient peut-être pas de renseignements statistiques détaillés sur les marchés de faible valeur. En outre, les données sur ces marchés plus petits tendaient à être moins pertinentes aux fins sous-jacentes de la communication de renseignements statistiques au titre de l'Accord, y compris de l'objectif d'accroître la transparence et également de poursuivre les efforts de surveillance du respect de l'AMP.

iv) Systèmes de classification uniformes (article XIX: 5, alinéa b))

86. Il a été suggéré que la classification pour la communication de statistiques devrait être effectuée selon une classification douanière type, la classification CPV ou des normes similaires largement utilisées. Comme la plupart des marchés portaient sur plusieurs produits différents, une méthode uniforme et efficace pour diviser la valeur du marché en fonction des différentes catégories de produits permettrait d'accroître la cohérence des marchés déclarés.

87. D'un autre côté, il a également été dit que les Parties devraient être autorisées à communiquer des statistiques selon d'autres types de nomenclatures que celles établies dans le cadre de l'AMP, par exemple selon les nomenclatures des pays déclarants, si l'établissement des rapports était effectuée uniquement au niveau des positions à deux chiffres (groupes correspondants à de grandes catégories), accompagnées de la désignation des groupes considérés.

88. En ce qui concerne les systèmes de classification uniformes, il a également été fait observer que, pour le moment, il était très difficile de fournir des rapports statistiques sur la base des systèmes de classification adoptés pour les marchandises et les services (les 26 catégories de produits et la CPC de l'ONU) parce qu'il n'existait pas de tableau de correspondance avec le Vocabulaire commun pour les marchés publics (CPV). Mais cette situation devrait bientôt disparaître avec la publication d'un nouveau CPV en 1998 et l'établissement possible d'un tableau de correspondance entre le CPV et les deux autres systèmes de classification uniformes.

v) Marchés adjugés dans le cadre de procédures d'appel d'offres limitées (article XIX:5, alinéa c))

89. En ce qui concerne les statistiques relatives aux catégories d'entités mentionnées aux Annexes 1, 2 et 3 relevant de chacune des circonstances dans lesquelles les appels d'offres limités étaient autorisés au titre de l'article XV, il a été fait observer que l'obligation de faire rapport sur les marchés passés selon chaque procédure semblait être trop contraignante. Dans des circonstances ordinaires, la part du total des marchés passés représentée par les procédures d'appel d'offres limitées serait assez faible. En tout état de cause, les renseignements fournis au titre de cette disposition étaient inadéquats dans le sens où ils ne permettaient pas de mettre en évidence la légalité de l'application de la procédure d'appel d'offres limitée employée dans chaque cas. Il a été suggéré que cette disposition devrait être simplifiée de façon à limiter l'obligation à la fourniture de statistiques:

- concernant le nombre et la valeur totale des marchés adjugés dans tous les cas où l'appel d'offres limité était utilisé, plutôt que d'avoir une ventilation dans chacune des circonstances où l'appel d'offres limité était autorisé au titre de l'article XV. Cela permettrait aussi de protéger la confidentialité des renseignements sensibles sur le plan commercial; et
- concernant deux catégories mentionnées à l'article XV relatives, respectivement, aux marchés adjugés pour des raisons d'extrême urgence au sens de l'alinéa c) et à des livraisons additionnelles au sens de l'alinéa d). Une troisième catégorie de statistiques rendrait compte des marchés adjugés dans toutes les autres circonstances énoncées à l'article XV.

90. Une autre suggestion consistait à remplacer cette disposition par une disposition permettant aux Parties de demander des renseignements additionnels concernant des adjudications spécifiques dans le cadre de procédures d'appel d'offres limitées dans toute autre Partie. En lien avec cette suggestion, il a été dit que l'article XIX:3 permettait déjà aux Parties de demander ces renseignements.

vi) Communication de statistiques sur les dérogations (article XIX:5, alinéa d))

91. Il a été suggéré qu'il ne devrait pas y avoir d'obligation de faire rapport sur les marchés au titre des dérogations à l'Accord mentionnées à l'article XIX:5 d). Les éléments ci-après ont été mentionnés à titre de motifs de suppression de l'alinéa d): la disposition était difficile à comprendre pour ceux qui n'avaient pas connaissance du contexte des dérogations et il était également difficile de la respecter et d'en assurer le suivi; les prescriptions imposant de fournir des statistiques sur les dérogations n'étaient pas efficaces sur le plan des coûts; et les avantages de la publication de ces renseignements étaient limités.

92. À cet égard, il a également été dit que, si ces prescriptions en matière de présentation de rapports devaient être maintenues, les Parties devraient parvenir à une position commune sur ce que l'on entendait par "dérogations" aux fins de la communication de statistiques. Il a également été dit que la fourniture de ces types de statistiques était essentielle à des fins de transparence.

vii) Fourniture de statistiques indiquant le pays d'origine des produits et services

93. Il a été dit que des renseignements sur le pays d'origine des fournitures avaient été considérés comme importants, par exemple dans le contexte des considérations de politique nationale en matière de marchés publics. Néanmoins, les prescriptions énoncées à l'article XIX:5 devraient être éliminées parce que l'exactitude de ces renseignements, essentiellement fondés sur les déclarations des entités, était douteuse. En outre, ces renseignements pourraient induire en erreur, en particulier en ce qui concerne les industries de haute technologie, dans lesquelles les composants et matériels étaient généralement produits et assemblés dans plusieurs pays différents.

viii) Présentation de rapports en monnaie nationale

94. Il a été fait observer qu'au titre de l'Accord du GATT relatif aux marchés publics la pratique avait consisté à communiquer des statistiques fondées sur les droits de tirage spéciaux (DTS). Le fait de permettre aux Parties à l'AMP de présenter des rapports statistiques en monnaies nationales plutôt qu'en DTS aiderait à alléger la charge administrative que la conversion des données en DTS représente pour les Parties. En fait, les Parties pourraient trouver des données statistiques établies en monnaies nationales plus utiles que les renseignements fournis en DTS. Les Parties devraient inscrire un taux de conversion en DTS dans leurs rapports statistiques. À cet égard, une observation a été formulée selon laquelle les rapports statistiques devraient être comparables pour chaque Partie au fil du temps et entre les Parties. Des programmes d'ordinateur étaient désormais disponibles pour convertir les valeurs exprimées en monnaies nationales en DTS.

ix) Domaines additionnels dans lesquels la communication de statistiques peut être utile

95. Il a été fait observer que les Parties n'étaient pas actuellement tenues de faire rapport au Comité sur le montant total des marchés publics (relevant ou non de l'AMP) passés au titre de chacune des Annexes. C'était un domaine dans lequel l'établissement de rapports statistiques serait utile, mais n'accroîtrait que légèrement les exigences administratives pesant sur les Parties.

x) Encourager la communication en temps voulu de données statistiques

96. Il a été fait observer que, à l'heure actuelle, l'Accord exigeait uniquement que chaque Partie présente des statistiques annuelles sur les marchés publics et ne fixait pas de délai pour la communication des renseignements statistiques. En vertu de l'Accord du GATT relatif aux marchés publics, qui ne prévoyait pas non plus de délai pour la présentation des rapports statistiques, il fallait souvent jusqu'à deux ans après la fin d'une période couverte pour que les Parties présentent des rapports statistiques. Il a été suggéré que, dans l'objectif de faire en sorte que les données statistiques soient diffusées d'une manière qui préserve leur utilité, les Parties à l'AMP devraient être encouragées à présenter des rapports en temps voulu. Il a été dit qu'un délai de 12 mois après la fin du cycle d'établissement des rapports d'une Partie représenterait généralement un délai raisonnable pour la présentation des données statistiques.

xi) Utilisation des technologies de l'information et de la communication

97. Il a été fait observer qu'il était possible d'obtenir des données statistiques plus complètes sur les marchés publics en utilisant les avantages offerts par les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il a été suggéré que les Parties devraient être en mesure d'obtenir, dans des conditions spécifiées, une dérogation générale à toutes les prescriptions en matière de communication de statistiques, ou une dérogation plus spécifique qui ne couvrirait que, par exemple, les entités mentionnées à l'Annexe 1. Cette dérogation ne devrait être accordée que si certaines conditions étaient remplies par le système de remplacement utilisé:

- les Parties devraient être tenues d'utiliser un système permettant aux Parties intéressées d'avoir accès aux données sur les marchés adjugés par l'intermédiaire d'un point d'entrée unique. Les archives des avis d'adjudication publiés dans chaque Partie pouvaient être mises à disposition à titre permanent sur un site Web via Internet. Cela réduirait la nécessité pour les Parties de produire des statistiques détaillées au titre de l'article XIX:5;
- les données fournies devraient inclure au minimum des renseignements sur les éléments suivants: renseignements sur les prix (sous réserve que la confidentialité des renseignements sensibles sur le plan commercial soit garantie); type d'autorités contractantes; pays de l'entrepreneur (ou du sous-traitant); nombre d'offres reçues; type de contrat ou catégories de produits ou services; procédure d'adjudication choisie (ouverte ou limitée); date d'adjudication du marché; et date de publication de l'avis d'appel d'offres; et
- la dérogation pourrait être prorogée uniquement aux niveaux des entités gouvernementales qui fournissaient leurs données statistiques au moyen de systèmes des TIC.

98. Il a été dit que la fourniture de données statistiques par le biais de systèmes des TIC existants, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des procédures formelles, améliorerait grandement la communication de statistiques. Il a également été dit que des renseignements sur les avis d'adjudication publiés sur des sites Web individuels, qui pouvaient être extraits et rassemblés grâce à l'utilisation de systèmes des TIC, pourraient être rendus accessibles par l'intermédiaire d'un point d'entrée unique. Dans le cadre des systèmes des TIC, il ne serait pas nécessaire de recueillir les données statistiques dans un format particulier. Au lieu de cela, toute partie intéressée serait en mesure d'interroger différentes bases de données à tout moment et d'élaborer un rapport statistique en utilisant les paramètres présentant un intérêt particulier, par exemple en ce qui concerne le nombre de marchés passés par les entités contractantes au cours d'une période donnée, la valeur moyenne des marchés, les prix, etc. À cet égard, il a été dit qu'il faudrait établir une distinction entre les données qui étaient communiquées conformément aux prescriptions en matière de communication de statistiques et les données qui étaient mises à disposition à des fins de recherche.

99. Il a été fait observer que les données obtenues en utilisant des systèmes des TIC devraient avoir une base commune avec les données qui devaient être communiquées conformément aux prescriptions énoncées dans l'Accord afin de permettre des comparaisons entre les données fournies par les différentes Parties. À cet égard, il a été dit que l'utilisation d'un avis type par les entités pour le stockage des renseignements dans les bases de données faciliterait la comparaison des données entre les pays. Il a également été dit qu'il ne serait peut-être pas possible d'obtenir tous les éléments de données nécessaires pour la communication de statistiques sur la base des renseignements figurant dans les avis d'adjudication. Il a en outre été dit que l'utilisation de systèmes des TIC ne devrait pas conduire à de nouvelles prescriptions en matière de présentation de rapports.

100. La Communauté européenne a été invitée à présenter une proposition plus spécifique sur la question.

xii) Autres questions relatives aux prescriptions en matière de communication de statistiques

101. Afin d'assurer la mise en œuvre effective des prescriptions énoncées à l'article XIX:5, les suggestions ci-après ont également été formulées:

- la teneur des renseignements prévus par les prescriptions en matière de communication de statistiques devrait être uniforme entre les Annexes 1 à 3;
- un modèle de présentation couramment accepté pour la communication de statistiques devrait être élaboré;
- les statistiques devraient être présentées dans une langue de l'OMC;
- la possibilité d'utiliser des statistiques sur les marchés publics totaux provenant des comptes nationaux devrait être envisagée; et

- la disponibilité de statistiques sur les marchés publics sur Internet serait utile à la société civile ainsi qu'aux gouvernements.

g) Examen article par article de l'Accord

i) Généralités

102. L'intérêt de simplifier certaines des règles de fond de l'Accord et de ménager une plus grande flexibilité dans les cas où c'était possible en vertu de ces règles a été largement souligné. Il a été suggéré que, ce faisant, les Parties devraient examiner dans quelle mesure les dispositions de l'Accord actuel contribuaient effectivement à la réalisation de ses objectifs.

103. Il a été dit que, dans le cadre de l'examen des articles de l'Accord, il conviendrait d'envisager d'adapter la teneur des dispositions spécifiques pour tenir compte de l'expérience acquise au cours de l'application de l'Accord, ainsi que des changements pratiques dans les achats publics. L'un des éléments de cette adaptation est la simplification et l'amélioration des règles de procédure. Cela comprenait la clarification des règles dont il avait été démontré qu'elles étaient ambiguës. En outre, dans les cas où les moyens d'achat avaient évolué, les Parties devraient examiner l'adaptation des règles.

ii) Articles individuels

Article premier

Paragraphe 1

104. Il a été suggéré d'inclure une définition des marchés publics qui indiquerait clairement qu'une activité particulière de passation des marchés publics qui entrerait dans le cadre des exceptions prévues à l'article III:8 du GATT ou à l'article XIII:1 de l'AGCS relevait de la portée de l'AMP. Ce libellé indiquerait également que l'AMP représentait un ensemble unique de règles dans le contexte de l'OMC relatif aux marchés publics portant à la fois sur les marchandises et sur les services.

105. Il a été fait observer que l'expression "telles qu'elles sont spécifiées à l'Appendice I" reflétait la conception commune négociée en ce qui concerne le champ d'application fondé sur la réciprocité prévu dans les annexes de l'Appendice I.

Paragraphe 2

106. Il a été suggéré que ce paragraphe devrait aussi inclure une référence aux formes de passation des marchés correspondant à de nouveaux phénomènes (partenariats entre le secteur privé et le secteur public, multiplication des opérations de "construction-exploitation-transfert (CET)" et des coentreprises), qui étaient difficiles à classer au titre de la structure de l'Accord actuel. D'un autre côté, un point de vue a été exprimé mettant en garde contre tout élargissement de la portée de l'Accord impliquant ces types de phénomènes.

Paragraphe 3

107. Il a également été dit que les dispositions concernant les entreprises qui ne relevaient pas du champ d'application de l'Accord pourraient être prises en considération grâce à l'élaboration d'une définition des entités du gouvernement central.

Paragraphe 4

108. Des suggestions ont été formulées selon lesquelles une approche fondée sur des listes négatives devrait être adoptée afin de viser toutes les entités du gouvernement central mentionnées à l'Annexe 1 et une définition des entités du gouvernement central devrait être incluse dans l'Appendice I.

109. Il a également été dit que l'établissement de valeurs de seuil uniformes dans l'Accord contribuerait à l'élimination des dispositions discriminatoires existantes à cet égard dans les listes.

Article II

110. Il a été dit que les acheteurs du secteur privé avaient pour pratique de maintenir des contrats à commandes ouvertes avec plusieurs fournisseurs au lieu d'attribuer un marché à un seul fournisseur. Un contrat-cadre signé initialement avec plusieurs fournisseurs ne précisait pas de valeur. Les acheteurs procédaient ensuite à l'achat en passant commande à partir de catalogues électroniques. Avec l'application des technologies de l'information, les entités gouvernementales pourraient utiliser cette méthode d'achat plus couramment. Cela pourrait présenter une certaine ambiguïté pour l'évaluation des marchés passés dans le cadre de l'Accord.

Nouveau paragraphe 5

111. Il a été suggéré qu'il pourrait être nécessaire de modifier les dispositions de l'Accord relatives à l'évaluation des marchés pour tenir compte des contrats-cadres et de l'utilisation des nouvelles technologies dans la passation des marchés qui permettraient aux entités contractantes de fractionner les marchés. Les transactions ou marchés individuels dont la valeur était au-dessous des valeurs de seuil pertinentes résultant de ces pratiques devraient aussi être assujetties à l'Accord afin de ne pas limiter son champ d'application. À cet égard, il a été suggéré que l'article II devrait être modifié de façon à inclure un libellé relatif à l'évaluation des marchés multiples aux fins de l'applicabilité des valeurs de seuil prévues à l'Appendice I concernant les Parties. (Le texte suggéré du nouveau paragraphe 5 est reproduit dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Article III

Nouveau paragraphe

112. Il a été suggéré d'introduire un nouveau paragraphe énonçant explicitement les principes généraux qui régissaient les marchés publics. Le nouveau paragraphe suggéré est reproduit dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994". Il a été dit qu'une disposition juridiquement contraignante ne serait peut-être pas la meilleure façon d'incorporer ces principes dans l'Accord. Il a également été dit que le terme "raisonnable" et l'expression "en traitant également tous les fournisseurs de toutes les parties" dans le projet de texte suggéré devraient être clarifiés.

Paragraphe 2, alinéa a)

113. Il a été fait observer que l'expression "contrôle ou participation étrangers" semblait s'appliquer aussi bien aux Parties qu'aux non-Parties à l'Accord. Il a été suggéré que la compatibilité de la portée de cette disposition avec celle du paragraphe 1 de l'article III devrait être examinée. À cet égard, il a également été fait observer que certaines Parties traitaient un fournisseur établi comme un fournisseur national indépendamment du contrôle ou de la participation.

Nouveau paragraphe 4

114. Il a été suggéré qu'une disposition relative à la non-discrimination concernant spécifiquement les marchés multiples pourrait être ajoutée. (Le projet de texte suggéré est reproduit dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994").

Article IV

Paragraphe 1

115. Il a été fait observer que la nécessité de toutes modifications devrait être envisagée à la lumière des résultats du programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine des marchandises et des négociations concernant le commerce des services. Il a été suggéré que la question des règles d'origine applicables aux services devrait être examinée lors de la discussion concernant l'élargissement de l'Accord aux services.

Article V

116. Il a été suggéré que l'article V relatif au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement devrait être mis à jour et simplifié, par exemple en ménageant une plus grande flexibilité dans l'évaluation des offres des pays en développement en ce qui concerne le traitement non discriminatoire et l'application des dispositions procédurales. Les dispositions devraient également être améliorées pour tenir compte des intérêts spécifiques des pays en développement et pour donner aux pays en développement des incitations additionnelles à accéder à l'Accord. Il a été suggéré que les dispositions relatives à la coopération technique devraient être élargies pour tenir compte des besoins des pays en développement pour s'adapter aux faits nouveaux en matière d'application des technologies de l'information aux marchés publics.

117. Le texte suggéré d'un nouvel article V, qui accorde aux pays en développement un accès non réciproque aux marchés publics des Parties pour un nombre limité d'années, est reproduit dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994". Il a également été suggéré que certaines dispositions de cet article devraient prendre la forme d'un protocole distinct qui pourrait être élaboré en coopération avec les pays en développement. Il a été dit que la pertinence de créer une asymétrie entre les obligations incombant aux pays développés Parties et celles incombant aux pays en développement Parties devait être soigneusement examinée.

118. En outre, les observateurs ont été encouragés à contribuer à cette disposition en particulier.

Article VI

119. Il a été dit que l'inclusion des principes fondamentaux de la non-discrimination ou de la promotion de la concurrence dans les principales dispositions de l'Accord rendrait cet article plus clair.

120. Une observation a été formulée suggérant de modifier l'emplacement de l'article VI dans le texte de l'Accord afin de refléter l'étroite association entre les dispositions concernant les spécifications techniques et celles concernant la documentation relative à l'appel d'offres.

Paragraphe 1

121. Il a été suggéré d'ajouter une disposition au texte actuel qui permettrait aux entités contractantes de définir des spécifications techniques en fonction de leurs besoins, sous réserve qu'elles se conforment aux principes généraux énoncés à l'article III, et en particulier, qu'elles garantissent le principe d'une concurrence ouverte et effective. Il a été dit que les entités acheteuses pourraient avoir besoin de tenir compte de tout aspect novateur de leur projet ainsi que de la nécessité d'assurer la compatibilité avec le matériel déjà utilisé. (Le texte suggéré est reproduit dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

122. Il a été dit que le sens de l'expression "obstacles non nécessaires au commerce international" devrait être clarifié.

Paragraphe 2, alinéas a) et b)

123. Il a été suggéré qu'il devrait y avoir une hiérarchie entre les alinéas a) et b) puisque les dispositions de l'alinéa a) devraient être la règle et celles de l'alinéa b) l'exception.

124. Il a été dit que, même si les entités contractantes ne pouvaient pas exclure une offre qui incluait un produit, un service ou des travaux qui étaient conformes à la norme internationale appropriée, l'évaluation d'un appel d'offres impliquait aussi d'autres aspects qui n'étaient pas liés aux normes internationales. (Le texte suggéré est reproduit dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Paragraphe 3

125. Selon un point de vue, l'interdiction d'exiger ou de mentionner une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial particuliers énoncée dans ce paragraphe ne tenait pas compte des réalités de la pratique de passation des marchés. Selon un autre point de vue, le principe sous-jacent était important et devrait être conservé.

Article VII

126. Un nouveau texte suggéré est reproduit dans la Note du 1^{er} septembre 1999 du Secrétariat intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".

Paragraphes 1 et 2

127. Il a été suggéré que les paragraphes 1 et 2 devraient être dissociés du paragraphe 3 décrivant les types de procédures de passation des marchés et être placés dans un article traitant des principes généraux de la passation des marchés.

Paragraphe 2

128. Il a été suggéré que l'expression "empêcher la concurrence" devrait se lire "affectant négativement la concurrence".

Paragraphe 3

129. Il a été suggéré qu'il était nécessaire que l'Accord indique plus clairement quelles étaient celles de ses dispositions procédurales qui s'appliquaient aux méthodes d'appel d'offres définies à l'article VII:3.

130. S'agissant d'une proposition de définition de l'appel d'offres sélectif, il a été dit que les renseignements figurant dans les avis d'appel d'offres devraient être publiés dans un média qui était dans le domaine public même si ce type d'appel d'offres était généralement limité aux soumissionnaires qualifiés (voir la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994").

131. Il a également été suggéré que les dispositions relatives aux procédures d'appel d'offres devraient être réexaminées afin de tenir compte de l'utilisation des appels d'offres en deux étapes et des catalogues électroniques. D'un autre côté, il a été fait observer qu'il n'était pas nécessaire d'apporter de modification à cet article pour tenir compte de l'utilisation de nouvelles méthodes de passation des marchés.

Article VIII

132. Il a été dit que les règles énoncées à l'article VIII relatives à la qualification des fournisseurs étaient d'application générale, par exemple en ce qui concerne les achats répétitifs ou liés à l'établissement de listes permanentes de fournisseurs qualifiés, ou bien s'appliquaient à un marché donné, par exemple lié à un grand projet unique. Un nouveau texte a été suggéré séparant ces deux types de questions (voir la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994"). Il a également été fait observer que la qualification des fournisseurs était indépendante des méthodes d'appel d'offres utilisées, mais concernait davantage la capacité technique, financière et commerciale de l'entreprise à respecter les normes minimales énoncées dans le contrat.

Paragraphe b)

133. Il a été dit qu'il faudrait trouver des moyens de réduire les charges administratives pesant sur les fournisseurs, en particulier les PME, s'agissant des procédures de présentation des preuves de leurs capacités techniques, financières et commerciales.

Article IX

134. Il a été dit que les problèmes posés par cet article incluaient les suivants: de nombreux termes étroitement liés mais non définis étaient utilisés pour décrire divers types de notifications concernant les marchés publics; les expressions "marchés envisagés", "projets de marchés" et "marché programmé" n'étaient pas définies; certains éléments des listes de renseignements à inclure dans certains de ces types de notifications concernant les marchés publics étaient redondants et, dans certains cas, inutilement contraignants; de plus, il y avait de nombreux renvois à d'autres paragraphes et articles qui prêtaient à confusion. (Un nouveau texte suggéré par la délégation des États-Unis avait été distribué sous la cote [GPA/W/85](#) et figurait dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994")

135. Il a également été dit que les modifications suggérées amélioreraient l'article: en rationalisant les prescriptions qui devaient être incluses dans un avis de marché envisagé, ce qui éliminait la nécessité de prescriptions relatives aux avis différentes entre les entités mentionnées à l'Annexe 1 et celles mentionnées aux Annexes 2 et 3, sauf en ce qui concerne les prescriptions relatives aux avis de listes permanentes de fournisseurs qualifiés dans les procédures d'appel d'offres sélectives; en éliminant les expressions "avis de projet de marché" et "avis de marché programmé" de l'Accord et, à la place, en faisant référence à tous les avis de possibilités de marchés en tant que "avis de marchés envisagés"; et en déplaçant le paragraphe relatif aux prescriptions en matière de publication annuelle pour les listes permanentes de fournisseurs qualifiés de l'article IX:9 à l'article VIII.

136. Il a également été dit que tout effet des modifications suggérées sur d'autres articles de l'Accord devrait être pris en considération. Par exemple, des modifications de l'article IX pourraient avoir des répercussions sur l'article XI:3 a), qui prévoyait que le délai de réception des soumissions pourra être écourté si un avis séparé avait été publié à l'avance. L'article XI:3 a) mentionnait les renseignements contenus dans l'article IX:8, dont la suppression avait été proposée.

137. En outre, il a été suggéré que les avis d'invitation à soumissionner devraient être publiés par des moyens qui offraient un accès non discriminatoire et le plus large possible et qui devraient être accessibles gratuitement par l'intermédiaire d'un point unique. Il a également été dit que la publication par voie électronique des documents relatifs aux appels d'offres réduirait la nécessité de fournir des renseignements détaillés dans les avis d'appel d'offres. (Voir une proposition de la délégation de la Communauté européenne distribuée sous la cote [GPA/W/87](#) et incluse dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Paragraphe 2

138. Il a été dit que ce paragraphe devrait préciser clairement que les entités mentionnées à l'Annexe 1 avaient pour obligation de publier un avis contenant les types de renseignements prévus au paragraphe 6. L'emploi actuel du terme "pourra" pourrait être interprété comme laissant entendre le contraire.

Paragraphe 8 a)

139. Il a été suggéré d'indiquer le code pertinent du CPV (Vocabulaire commun pour les marchés publics) dans l'avis résumé publié. À cet égard, la délégation de la Communauté européenne s'est dite disposée à présenter un document explicatif sur le CPV.

Paragraphes 3 et 9

140. Il a été dit que l'utilisation d'avis concernant les systèmes de qualification en tant qu'invitations à soumissionner devrait être clarifiée. Comme l'utilisation de listes permanentes de fournisseurs qualifiés pourrait, dans certains cas, conduire à la formation d'un cercle restreint de fournisseurs, les fournisseurs qui n'avaient pas été inscrits sur ces listes devraient avoir la possibilité de participer au marché envisagé.

141. Il a également été dit que les dispositions relatives à la publication des avis d'appel d'offres établissaient une distinction entre les entités mentionnées à l'Annexe 1 et les entités mentionnées aux Annexes 2 et 3 en ce qui concerne l'invitation à soumissionner. L'utilisation d'un avis de marché programmé en tant qu'invitation à soumissionner n'était autorisée que pour les entités mentionnées aux Annexes 2 et 3. Il a été suggéré que les entités à tous les niveaux de gouvernement devraient être en mesure d'utiliser toutes les méthodes d'invitation à soumissionner.

142. Il a également été suggéré que les dispositions de cet article devraient être restructurées. Par exemple, les dispositions de l'article IX:8 concernant la publication d'un avis résumé dans une langue de l'OMC devraient être conformes aux dispositions de l'article IX:1 concernant la publication d'une invitation à soumissionner.

143. Il a été dit qu'une plus grande flexibilité devrait être ménagée dans les procédures relatives à l'utilisation d'un avis de marché programmé. L'utilisation de ces avis permettrait aux entités d'utiliser des méthodes d'achat de pointe. Par exemple, les entités pourraient maintenir ces avis accessibles dans les bases de données électroniques pour toute la période de validité des listes.

Article X

Paragraphe 4

144. Il a été suggéré de modifier le texte de ce paragraphe pour permettre la passation électronique des marchés. (Le projet de texte figure dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Article XI

Paragraphe 1 a)

145. Il a été suggéré de supprimer l'expression "par la poste" afin de permettre la transmission des documents relatifs à l'appel d'offres par d'autres moyens, c'est-à-dire des moyens électroniques.

Paragraphes 2 et 3

146. Il a été dit que l'Accord, au lieu de prescrire des délais fixes qui s'appliquaient à tous les types de marchés, devrait permettre aux entités contractantes de décider des délais pour la présentation des soumissions, eu égard à la nature de l'appel d'offres et d'autres considérations, y compris l'urgence du marché. Le délai requis pour la présentation des soumissions pouvait varier considérablement en fonction de la complexité du marché et il était dans l'intérêt de l'entité contractante de ménager des délais raisonnables pour l'établissement d'offres valables. Il a donc été suggéré que, au lieu de prévoir des délais minimums qui s'appliquent à tous les types de marchés, l'article XI devrait contenir une disposition énonçant le principe selon lequel un délai raisonnable devait être ménagé pour l'élaboration et la présentation des offres par tous les soumissionnaires potentiels, y compris les soumissionnaires géographiquement éloignés. Il a été suggéré que chaque Partie devrait faire connaître sa politique générale concernant les délais pour les marchés envisagés dans un média qui était dans le domaine public ou facilement accessible à la fois aux fournisseurs nationaux et étrangers.

147. D'un autre côté, une déclaration a été faite exprimant des réserves concernant l'élimination des prescriptions relatives aux délais fixes. Le remplacement proposé des dispositions existantes relatives aux délais ne fournirait pas un environnement juridiquement prévisible aux entités contractantes. Les entités contractantes pourraient courir le risque d'être mises en cause par des fournisseurs sur la base de la manière dont elles appliquaient la notion subjective de "caractère raisonnable" en matière de délais. Il a également été dit que le paragraphe 1, qui prescrivait que les délais devraient être suffisants pour permettre aux fournisseurs de préparer et de déposer des soumissions valables, énonçait les principes fondamentaux, tandis que les délais minimums mentionnés aux paragraphes 2 et 3 n'étaient fournis qu'à titre de filets de sécurité.

148. Il a été suggéré que les prescriptions énoncées au paragraphe 3 pourraient être moins rigides en incluant des circonstances additionnelles dans lesquelles une réduction des délais minimums existants pourrait être justifiée. Par exemple, les délais prévus dans l'Accord pourraient être réduits dans les cas où des moyens électroniques de publication avaient été utilisés pour fournir des renseignements sur les appels d'offres.

149. Il a également été suggéré que les entités devraient fournir des réponses rapides aux difficultés des fournisseurs qui alléguaient le caractère insuffisant des délais prévus pour un projet de marché.

Nouveau paragraphe

150. Il a été suggéré que les délais pourraient être encore réduits dans les cas où l'entité contractante offrait un accès libre et direct aux appels d'offres via un point d'entrée unique.

151. Des suggestions de modification des dispositions pertinentes de l'Accord ont été formulées par les délégations de Singapour (distribuées en tant que Job n° 3772), de la Communauté européenne ([GPA/W/87](#)) et du Canada (distribuées en tant que Job n° 3481). (Les projets de textes sont inclus dans la note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Article XII

152. Il a été suggéré que cet article devrait contenir des références à l'utilisation des technologies de l'information dans les communications entre l'autorité contractante et les soumissionnaires.

Article XIII

Paragraphe 1, alinéa a)

153. Il a été suggéré que l'article XIII:1 a) devrait être modifié à la lumière de l'utilisation croissante de moyens de communication électroniques. (Le texte suggéré est reproduit dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

154. Il a été dit que, puisque la teneur en renseignements d'une communication n'était pas affectée par les moyens employés pour sa transmission, la référence au télex, au télégramme ou à la télécopie devrait être supprimée. Il a également été dit que la disposition relative à la confirmation de la réception des soumissions semblait redondante et devrait être supprimée.

155. Selon un point de vue, les moyens de communication électroniques ne devraient pas avoir à être utilisés en parallèle des systèmes sur papier. Même si, initialement les entités contractantes pouvaient choisir d'utiliser des appels d'offres électroniques en parallèle des systèmes sur papier, des dispositions permettant que tous les appels d'offres concernant un type particulier de produit soient présentés par voie électronique dans l'avenir devraient être prévues. La nécessité d'un système sur papier se limiterait principalement à l'achat de produits de base et de produits de faible technologie. Par exemple, les fournisseurs de matériel informatique et de logiciels ou de matériel médical et de télécommunication perfectionné étaient déjà tout à fait capables de présenter des soumissions par voie électronique.

156. Selon un autre avis, toutes nouvelles dispositions, tout en permettant aux entités d'utiliser des moyens de communication électroniques, ne devraient pas permettre de rejeter *a priori* des appels d'offres autrement concurrentiels parce qu'ils étaient présentés par des fournisseurs en utilisant un mode de fourniture sur papier. L'utilisation de l'appel d'offres électronique ne devrait pas conduire à une discrimination entre fournisseurs à des degrés divers de progrès technologique en matière d'utilisation des technologies de l'information.

157. Il a été dit que, si les modes de communication électroniques étaient des outils permettant d'accroître l'efficacité et la productivité dans les processus de passation des marchés, l'appel d'offres électronique ne pouvait pas être rendu obligatoire dans l'état actuel de la technologie. L'expérience du secteur privé avait montré qu'il n'était pas réaliste de transmettre de gros documents par voie électronique. À cet égard, il a été dit qu'un modèle de présentation unique pourrait être utilisé pour présenter rapidement et efficacement les soumissions par des moyens électroniques, alors que tout renseignement de fond pourrait être transmis sur papier.

158. Une autre préoccupation qui a été soulevée concernait l'interface entre les documents transmis par voie électronique et les systèmes juridiques nationaux pour le règlement des différends. Il a été demandé si les documents transmis par voie électronique avaient la même valeur juridique que les documents papier dans les systèmes judiciaires nationaux. Des sauvegardes devraient être mises en place pour faire en sorte que les documents transmis par voie électronique qui auraient une valeur probante dans un éventuel différend ne soient pas modifiés.

Paragraphe 1, nouvel alinéa b)

159. Il a été suggéré d'ajouter une disposition concernant l'ouverture des soumissions afin de préserver l'intégrité des données et la confidentialité des soumissions.

Paragraphe 1, nouvel alinéa c)

160. Il a été suggéré d'ajouter une disposition mettant l'accent sur la non-discrimination en ce qui concerne les moyens de communication ou d'échange de renseignements utilisés.

161. La section 1 c) iv) de la présente note est également pertinente pour l'examen de l'article XIII:1.

Paragraphe 4, alinéa b)

162. Il a été dit que la référence aux "critères d'évaluation spécifiés" figurant dans cet alinéa devrait être clarifiée à la lumière des termes pertinents de l'article VIII b), qui soulignait que les conditions de participation aux procédures d'appel d'offres devraient être limitées à celles qui étaient indispensables pour s'assurer que l'entreprise était capable d'exécuter le marché en question.

Article XIV

163. Il a été dit que l'article XIV devrait être modifié à la lumière de la pratique des négociations postérieures à l'appel d'offres, voire postérieures à l'adjudication, entre les entités contractantes et les soumissionnaires.

164. Il a également été dit que cet article pourrait être combiné avec les articles VII et X relatifs aux procédures d'appel d'offres.

Article XV

Paragraphe 1 b)

165. Il a été suggéré d'ajouter l'expression "ou un groupe de fournisseurs particulier" après l'expression "un fournisseur particulier" afin de prendre en considération la situation dans laquelle les produits ou services ont été fournis par un nombre limité de fournisseurs, par exemple ceux qui détiennent des droits exclusifs tels que des brevets et des droits d'auteur.

Paragraphes 1 h) et 1 i)

166. Il a été dit que la question de l'inclusion dans le champ d'application de l'Accord des marchés passés au moyen de sites Web gérés de manière commerciale devrait être examinée à la lumière des dispositions des paragraphes h) et i) de l'article XV relatifs à l'achat direct dans certaines conditions.

Paragraphe 1 k)

167. Il a été dit que les termes actuels de l'article XV ne couvraient pas de manière adéquate les différentes circonstances dans lesquelles un appel d'offres limité pourrait être justifié. Il pouvait parfois arriver que les acheteurs du secteur public doivent donner satisfaction à leurs utilisateurs finals, au nom desquels ils passaient un marché et qui pouvaient n'avoir confiance que dans une gamme limitée de marques, en particulier pour les achats de matériel de survie, de traitements médicaux essentiels ou pour le fonctionnement des services d'urgence. Il se pouvait aussi que ces

acheteurs trouvent plus facile d'utiliser une marque unique de matériel, par exemple en ce qui concerne les véhicules spécialisés, afin de simplifier leurs besoins en matière de pièces détachées, d'entretien et de formation. Par ailleurs, il n'était peut-être pas toujours facile de déterminer la qualité requise au moyen de spécifications techniques. Le problème était aggravé parce qu'il n'était pas toujours possible de déterminer la fiabilité d'autres marques par des critères objectifs avant l'adjudication d'un marché. Même si les utilisateurs finals ne devraient pas avoir un choix illimité, il serait peut-être nécessaire de respecter leurs préférences légitimes fondées sur leur expérience pratique, par exemple dans le cas d'équipements de plongée. Dans de telles circonstances, l'utilisation d'un appel d'offres limité pourrait être préférable étant donné que des procédures d'appel d'offres plus concurrentielles pourraient nécessiter l'application de spécifications techniques ou de critères d'évaluation biaisés. Il a donc été suggéré qu'un alinéa devrait être ajouté à la liste des exceptions aux procédures d'appel d'offres ouvertes et sélectives pour mentionner les cas dans lesquels les utilisateurs finals avaient spécifié des préférences techniques ou professionnelles solides pour le recours à des fournisseurs particuliers, et étaient en mesure d'étayer leurs préférences par de solides raisons techniques ou professionnelles, et pour indiquer que ces fournisseurs devraient démontrer qu'ils étaient en mesure de respecter les normes de qualité et le calendrier de livraison requis aux termes du contrat.

168. L'alinéa additionnel proposé fournirait au département des achats la flexibilité accrue nécessaire pour procéder à un appel d'offres limité dans les cas où il existait des circonstances dans lesquelles toutes les conditions d'un appel d'offres ouvert n'étaient pas remplies et qui n'étaient pas visées par les termes actuels de l'article XV. Une note informelle expliquant les préoccupations auxquelles la proposition de modification de l'article XV:1 k) cherchait à répondre a été distribuée par Hong Kong, Chine en tant que Job n° 4.

169. En lien avec la suggestion d'ajouter un alinéa k) à l'article XV, il a été dit que toute modification de ce type pourrait conduire à une utilisation abusive des procédures d'appel d'offres limitées. Un point de vue a été exprimé mettant en garde contre toutes exceptions additionnelles à l'utilisation d'appels d'offres ouverts et sélectifs ainsi que contre l'utilisation de tout critère subjectif à cet égard, tel que la fiabilité des fournisseurs. Le choix de marques spécifiques ou de noms commerciaux par les acheteurs pourrait impliquer des pratiques discriminatoires. Il a également été fait observer qu'un nouvel alinéa, s'il était motivé par la nécessité de permettre aux entités de faire référence à une marque commerciale qui était perçue par les utilisateurs finals comme étant de meilleure qualité, serait incompatible avec les dispositions de l'article VI:3. Les dispositions actuelles de l'Accord étaient suffisantes pour faire face aux situations décrites dans la proposition.

Article XVII

Paragraphe 1 c)

170. Il a été dit qu'il faudrait promouvoir un point d'accès unique aux avis d'appel d'offres. Une suggestion de modification de l'Accord a été faite par la délégation de la Communauté européenne ([GPA/W/87](#)). (Le projet de texte figure dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Article XIX

Alinéa 5

171. La discussion sur la communication de statistiques est reflétée dans la section A.1 e) de la présente liste. Une note du Président visant à présenter un projet de révision du texte de l'article XIX:5 sur cette base et les diverses observations formulées au sujet de ce projet de texte aux réunions tenues en février et mai 1999 a été distribuée en juin 1999.

Article XX

Paragraphe 1

172. Une suggestion de modification de ce paragraphe a été faite par la Communauté européenne ([GPA/W/87](#)). (Le projet de texte figure dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Nouveau paragraphe 9

173. La Communauté européenne a suggéré l'ajout d'un nouveau paragraphe 9 relatif à l'établissement d'organes d'examen indépendants ([GPA/W/87](#)). (Le projet de texte figure dans la Note du Secrétariat du 1^{er} septembre 1999 intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994".)

Article XXIII

174. Il a été suggéré que les dispositions de l'article XXIII devraient être alignées sur les dispositions correspondantes du GATT de 1994.

Article XXIV*Paragraphe 6, alinéa b)*

175. Il a été dit que l'article XXIV:6 b) reconnaissait le droit d'une Partie de retirer une entité de l'Appendice I si le contrôle ou l'influence que le gouvernement exerçait sur cette entité avait été éliminé de manière effective. L'exercice de ce droit pourrait toutefois être gêné par l'absence d'indications claires de ce qui pourrait être considéré comme une élimination effective du contrôle ou de l'influence exercé par le gouvernement. Même dans les cas où il serait logique de procéder au retrait d'une entité compte tenu de la nature de l'entité concernée, le texte actuel pourrait donner lieu à des désaccords entre les partenaires commerciaux sur le point de savoir dans quelle mesure le contrôle ou l'influence exercé par le gouvernement avait réellement été éliminé et le point de savoir si l'entité privatisée était gérée conformément aux principes de l'économie de marché. L'objectif de la privatisation était de faire en sorte que les principes de l'économie de marché soient appliqués dans la conduite quotidienne des affaires, y compris les procédures de passation des marchés. Du fait de l'élimination du contrôle ou de l'influence exercé par le gouvernement, il était impossible d'appliquer les disciplines prévues par l'Accord à l'entité en question. On compterait toutefois sur les mécanismes du marché, et non plus sur les disciplines de l'Accord, pour assurer l'accès aux marchés. L'Accord pourrait réduire l'efficacité du processus de privatisation en exemptant les entités privatisées de l'obligation de passer leurs marchés conformément aux procédures prévues par l'Accord. Il était donc nécessaire de disposer de critères plus transparents, plus fonctionnels et davantage axés sur la privatisation pour traiter du retrait des entités privatisées. La privatisation des activités dominées par l'État aidait les entités concernées à fonctionner selon les règles du marché et allait en soi dans le sens de l'esprit de l'AMP. Une autre observation a été que cette modification serait bénéfique pour les Parties actuelles à l'AMP et faciliterait aussi l'accession à l'AMP. La prescription relative à un ajustement compensatoire pourrait être perçue comme entravant ou retardant les efforts de privatisation dans certaines Parties. De plus elle pourrait dissuader les pays en développement ou les économies en transition d'accéder à l'Accord, notamment lorsque ces pays pensaient soustraire certaines entités au contrôle ou à l'influence du gouvernement à un moment ou à un autre dans le cadre du processus de rationalisation du secteur public. Ces pays pourraient se montrer prudents avant d'inscrire certaines entités dans leur offre s'il était attendu d'eux qu'ils procèdent à un ajustement compensatoire. Les dispositions devraient être clarifiées afin de répondre à toute préoccupation des futures Parties ainsi que des Parties actuelles à cet égard. La clarification de ce que l'on entend par "élimination effective du contrôle ou de l'influence que le gouvernement exerce" pourrait aussi aider à éviter des différends délicats possibles concernant les entités dont on pouvait penser qu'elles échappaient déjà au contrôle ou à l'influence du gouvernement.

176. Il a également été dit que si une entité privatisée opérait dans des conditions presque identiques à celles qui existaient pour une entité privée, rien ne devrait s'opposer au retrait de l'entité de l'Appendice I. La privatisation serait plus efficace que l'AMP pour ouvrir le secteur des marchés publics. La dernière phrase de l'article XXIV:6 b) précisait qu'"il ser[ait] tenu compte des effets d'ouverture du marché résultant de l'élimination du contrôle ou de l'influence exercé par le gouvernement". Toutefois, il ne devrait pas nécessairement y avoir compensation lorsque le contrôle ou l'influence exercé par le gouvernement était éliminé de manière effective et que "des effets d'ouverture du marché" étaient prévus. Afin de supprimer toute ambiguïté juridique concernant les demandes de compensation, il serait nécessaire de modifier l'article XXIV:6 b) existant en précisant les critères qui devraient être satisfaits pour le retrait des entités (voir la note intitulée "Modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994").

177. Selon un autre point de vue à cet égard, les dispositions actuelles étaient un résultat soigneusement équilibré des négociations entre les Parties et reflétaient les incertitudes concernant les possibilités d'accès aux marchés qui pourraient être associées au retrait d'une entité de l'Appendice I, nonobstant la suppression alléguée du contrôle ou de l'influence du gouvernement. L'Accord avait été conclu pour viser les marchés passés par des entités gouvernementales qui avaient été exclues des règles tant du GATT que de l'AGCS. Le caractère public ou privé d'une entité devrait être défini afin de déterminer si elle relevait du champ d'application de l'Accord. Au moment de la négociation de l'Accord, les Parties avaient visé à établir un certain équilibre entre leurs offres respectives concernant les annexes mentionnant les entités gouvernementales. L'article XXIV:6 b) avait pour objet de faire en sorte que toute modification future d'une annexe convenue n'affecte pas l'équilibre négocié. Si les disciplines de l'AMP ne s'appliquaient plus à une entité, ce ne serait plus une question de définition, il s'agirait plutôt de faire en sorte que les marchés passés par cette entité se déroulent dans des conditions de concurrence totale et effective.

178. Il a également été dit que la crainte que les dispositions de l'article XXIV:6 b) puissent créer une possibilité pour une Partie de s'opposer à la pleine privatisation d'une entité dans une autre Partie, à des fins de négociation, était sans fondement. La privatisation a été reconnue comme bénéfique par tous. La notion d'élimination effective du contrôle ou de l'influence exercé par le gouvernement ne pouvait pas être considérée comme une question subjective. L'exclusion d'une entité du champ d'application de l'Accord ne devrait pas être fondée sur le point de savoir s'il s'agissait d'une société privée ou publique, mais plutôt sur une détermination selon laquelle l'entreprise était soumise à une concurrence totale et effective. En outre, les dispositions de l'article XXIV:6 b) ne pouvaient pas être considérées comme créant un frein à la privatisation, étant donné qu'une entité menant des activités selon les principes du marché ne devrait pas avoir de difficulté à mener des procédures de passation des marchés ouvertes et concurrentielles au titre de l'Accord.

179. Il a en outre été dit qu'il existait une présomption dans cette disposition selon laquelle il n'y aurait aucune objection à des modifications ni à des demandes automatiques de compensation si la privatisation impliquait une élimination effective du contrôle ou de l'influence exercé par le gouvernement. Il n'y avait aucune raison de croire que les dispositions pertinentes fonctionneraient autrement que conformément à leur intention initiale. En outre, une délégation a indiqué que son expérience en matière de privatisation n'avait pas conduit à la nécessité d'un ajustement compensatoire. Les Parties pouvaient demander une compensation uniquement dans des cas exceptionnels.

180. S'agissant des critères suggérés pour inclusion à l'article XXIV:6 b) afin de déterminer le point de savoir si le contrôle ou l'influence que le gouvernement exerçait sur l'entité privatisée avait effectivement été éliminé, il a été dit que ces critères devraient être cumulatifs et que les trois devaient être remplis pour le retrait de l'entité. Il a également été dit que les critères proposés pouvaient ne pas être les seuls pour établir qu'une entité n'était plus sous le contrôle ou l'influence du gouvernement. Il se pouvait qu'il y ait d'autres critères qui pourraient être utilisés comme éléments de preuve des effets d'ouverture des marchés. S'agissant des critères spécifiques, les remarques suivantes ont été formulées:

- s'agissant de la prescription voulant que le gouvernement n'accorde à l'entité aucun droit spécial ou exclusif, une grande variété de sociétés privées avaient obtenu des droits de ce type de la part du gouvernement. Par exemple, un petit magasin de quartier pouvait être autorisé à vendre des licences de pêche ou des timbres-poste;
- la prescription voulant que le gouvernement ne nomme pas plus de la moitié des membres du conseil de direction de l'entité ne serait peut-être pas suffisante pour faire en sorte que le contrôle ou l'influence exercé par le gouvernement soit effectivement éliminé. En réponse, il a été demandé ce qui constituerait un pourcentage approprié à cet égard;
- le critère voulant que le fonctionnement de l'entité soit financé par ses revenus commerciaux et non par des subventions gouvernementales ou des apports en capital, nécessiterait des clarifications supplémentaires. Dans certains cas, des subventions gouvernementales étaient utilisées en vue de réduire le coût d'un projet à grande échelle mené dans le but d'améliorer le bien-être public;

- la prescription voulant que le fonctionnement de l'entité soit financé par ses revenus commerciaux ne serait peut-être pas appropriée dans tous les cas. Par exemple, un certain nombre d'entités mentionnées à la fois à l'Annexe 1 et à l'Annexe 3 concernant les États-Unis, bien qu'elles mènent des activités sur la base de leurs propres revenus commerciaux, continuaient d'être considérées comme des organismes publics passant des marchés publics. Si l'entité était principalement financée par ses revenus commerciaux, certaines participations au capital social sans droit de vote de la part du gouvernement n'affecteraient pas le degré de contrôle ou d'influence que ce dernier exerce.

Paragraphe 8

181. Il a été dit que les dispositions de l'article XXIV:8 relatif aux technologies de l'information devraient être modifiées à la lumière des travaux en cours sur les modifications possibles de l'Accord examinées dans la section A.1 d) de la présente note.

Article additionnel possible

182. Il a été suggéré qu'un article contenant des définitions des divers termes utilisés dans l'Accord devrait être envisagé.

h) Améliorer la structure de l'Accord

183. Il a été suggéré que la structure et la présentation de l'Accord devraient être améliorées à *droit constant* afin de le rendre plus logique et plus facile à suivre par les entités et les fournisseurs. Cela pourrait être réalisé en réorganisant l'ordre des dispositions de façon à ce qu'elles suivent plus étroitement l'ordre normal des étapes du processus d'achat public; en regroupant les dispositions en fonction de leur objet afin de rendre la structure de l'AMP plus compatible avec la pratique suivie dans d'autres accords de l'OMC; en supprimant les dispositions dont l'applicabilité était venue à expiration, par exemple celles liées à l'entrée en vigueur de l'OMC et des périodes de transition prévues à l'article XXIV:3 a), b), d) et e); et en raccourcissant certains articles qui seraient subdivisés en plusieurs articles. (Voir l'appendice de la Note révisée du Secrétariat sur les modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994 distribuée en tant que Job n° 2244, daté du 19 avril 1999.)

184. En lien avec l'article XXIV:3 a), il a été suggéré que celui-ci devrait être conservé en tant que trace historique afin d'éviter tout malentendu possible au sujet des dispositions transitoires de la Corée et le début de sa mise en œuvre de la décision relative à la notification des valeurs de seuil en monnaies nationales.

185. Une nouvelle structure pour l'AMP qui a été suggérée dans le document distribué en tant que Job n° 6437 est reproduite à l'appendice 2 de la note. Une observation a été formulée à l'appui de la suggestion voulant que les articles de l'Accord soient organisés sous différentes rubriques.

i) Appendices de l'Accord

186. Il a été suggéré que l'Appendice I de l'Accord pourrait bénéficier d'une simplification, y compris la possibilité de présenter les Annexes sous la forme de listes négatives, en commençant par l'Annexe 1. Le Comité pourrait définir les principes généraux qui guideraient les Parties pour déterminer quelles entités devraient être exclues du champ d'application de l'Accord, par exemple pour des raisons de sécurité nationale. Cela aurait aussi pour effet de réduire les exceptions et dérogations résiduelles au titre des Notes générales de l'Appendice I concernant les différentes Parties.

187. Il a été indiqué qu'il était souhaitable de maintenir la présentation des Annexes sous la forme de listes positives pour la cohérence générale des Annexes. Même s'il était peut-être possible de présenter les Annexes 1 et 2 sous la forme de listes négatives, les entités mentionnées à l'Annexe 3 ne pouvaient être énumérées que sous la forme d'une liste positive. En outre, l'Annexe 4 pourrait être présentée comme une liste négative uniquement après l'élargissement uniforme du champ d'application de l'Accord dans le domaine des services. À cet égard, il a également été fait observer que les Parties avaient l'obligation de faire en sorte que toutes les entités qui avaient été spécifiées à l'Appendice I respectent les prescriptions énoncées dans l'Accord. Une approche fondée sur des listes négatives pourrait soulever certaines difficultés pour les Parties à cet égard.

2. Élimination des mesures et pratiques discriminatoires qui faussent les procédures ouvertes de passation des marchés

a) Généralités

188. Il a été fait observer que cet élément revêtait une importance primordiale pour l'examen et que cet aspect de l'examen devrait se voir accorder la priorité. Les mesures et pratiques discriminatoires qui faussaient les procédures ouvertes de passation des marchés étaient incompatibles avec les objectifs de l'Accord et représentaient une grave dérogation aux principes fondamentaux de l'OMC de non-discrimination qui étaient également consacrés dans l'article III de l'Accord. L'élimination des mesures discriminatoires donnerait un effet réel au principe de la non-discrimination énoncé dans l'Accord et contribuerait également à encourager l'accession des non-Parties à l'Accord. Cette question était liée aux dispositions qui établissaient une discrimination entre les Parties, étant entendu qu'il existait un lien étroit entre cette question et celle du champ d'application de l'Accord dans le cadre de laquelle les aspects liés à l'élargissement du champ d'application du principe du traitement national seraient examinés.

189. Il a été suggéré que, au titre de cet élément du réexamen, il pourrait être tenu compte des points suivants:

- élimination des exceptions et dérogations actuelles fondées sur la réciprocité du champ d'application de l'Accord;
- établissement d'un champ d'application mutuellement convenu concernant les services.

190. En ce qui concerne les types de dispositions discriminatoires figurant dans les Appendices qui ont été identifiés dans la Note du Secrétariat distribuée le 31 octobre 1997 (document comportant la mention "gpa38" en pied de page), l'observation ci-après a été formulée:

- l'objet des dispositions relatives à la non-application mentionnées dans la dernière phrase du premier tiret du paragraphe 13 a) de la Note était de fournir des clarifications concernant les marchés visés. Ces dispositions concernaient toutes les obligations découlant de l'Accord, y compris l'obligation de traitement national et ne pouvaient pas être considérées comme des mesures discriminatoires.

191. S'agissant des types de dispositions discriminatoires figurant dans les Appendices en ce qui concerne le critère "NPF", les observations ci-après ont été formulées:

- ces dispositions pourraient être éliminées dans la mesure où les autres Parties, qui n'avaient auparavant pas été en mesure de viser certains domaines, étaient disposées à ouvrir l'accès à leurs marchés publics. Depuis la conclusion de l'Accord, des négociations avaient eu lieu dans le contexte de l'Accord en vue d'éliminer un certain nombre de dérogations. Il était essentiel de viser un champ d'application du plus haut niveau plutôt que d'avoir une uniformité du champ d'application avec le plus petit dénominateur commun;
- même si l'Accord ne prévoyait pas le maintien d'exceptions à l'article III, un principe inhérent à l'Accord était que l'ouverture des échanges faisait l'objet de négociations entre les Parties et n'était pas accordée automatiquement;
- les négociations sur l'élimination des mesures discriminatoires devraient se tenir à la fois sur le plan bilatéral et dans le contexte du Comité;
- la réciprocité avait été un outil efficace pour la négociation des listes d'engagements et, depuis, pour l'élimination des dispositions discriminatoires entre un certain nombre de Parties. La possibilité de maintenir des dispositions discriminatoires avait assuré un champ d'application beaucoup plus large que ce qui aurait été le cas si ces mesures discriminatoires n'avaient pas été autorisées. Tout effort visant à s'écarter de l'approche fondée sur la réciprocité ne devrait pas compromettre l'équilibre qui avait été atteint dans les négociations sur le champ d'application actuel de l'Accord;

- il se pourrait que les Parties doivent conserver la possibilité d'introduire des dispositions discriminatoires concernant le critère NPF lors des négociations avec un pays accédant en tant qu'incitation à améliorer le champ de son offre;
- le fait d'établir l'Appendice I sous la forme de listes négatives contribuerait aussi à l'élimination des mesures discriminatoires.

192. S'agissant de la note du Secrétariat établissant la liste des types de dispositions discriminatoires figurant dans l'Appendice I concernant les Parties relatives au traitement "NPF" (distribuée en tant que Job n° 810 daté du 12 février 1999), les observations ci-après ont été formulées:

- la plupart des listes des Parties contenaient des notes précisant les conditions de suppression des dispositions concernant la non-application. Toutes les autres Parties maintenant des mesures discriminatoires devraient indiquer les circonstances dans lesquelles elles seraient disposées à supprimer celles-ci;
- les dispositions concernant la non-application figurant sur les listes des Parties prenaient principalement la forme de dérogations, fondées sur la réciprocité, à l'engagement général de traitement non-discriminatoire prévu à l'article III.1 b);
- la note du Secrétariat démontrait que la question de l'élimination des dispositions discriminatoires était inextricablement liée à celle du champ d'application dans la mesure où la nécessité d'un équilibre du champ d'application global avait conduit les Parties à introduire de telles dispositions discriminatoires dans les Appendices les concernant. Le nombre insuffisant d'entités et de domaines de passation des marchés visés dans les listes de certaines Parties était à la base des dispositions de l'Accord relatives à la réciprocité. Les Parties qui avaient présenté des offres complètes dans le cadre des négociations sur le champ d'application avaient inclus des dispositions concernant la non-application par pays dans leurs listes afin de maintenir un équilibre des engagements avec les autres Parties dans certains domaines spécifiques. Les deux questions devraient être examinées ensemble;
- la note expose la raison d'être de certaines des dispositions discriminatoires;
- depuis la conclusion de l'Accord en 1994, des accords bilatéraux entre plusieurs Parties avaient conduit à l'élimination de certaines mesures discriminatoires. La note énumérant les dispositions discriminatoires restantes ne donnait pas une idée claire de la mesure dans laquelle les marchés publics avaient été ouverts grâce à ces négociations.

193. En ce qui concerne le calendrier et le programme de travail pour l'élimination des dispositions discriminatoires, les points suivants ont été soulevés:

- même si les travaux d'examen sur les dispositions discriminatoires et sur l'élargissement du champ d'application de l'Accord étaient étroitement liés, les travaux sur ce dernier élément pourraient aller au-delà de la date butoir pour l'achèvement des négociations énoncées dans le calendrier suggéré;
- les travaux sur l'élimination des dispositions discriminatoires devraient être menés en parallèle des travaux sur la simplification et l'amélioration de l'Accord;
- l'établissement d'une matrice des dispositions discriminatoires dans les listes des différentes Parties montrerait clairement tout déséquilibre perçu entre les engagements des Parties et permettrait d'identifier les cas dans lesquels un nouvel équilibre pourrait être trouvé à la suite de la suppression des mesures discriminatoires;
- les Parties qui maintenaient des dispositions discriminatoires devraient expliquer les raisons du maintien de ces restrictions et les circonstances dans lesquelles elles étaient disposées à les supprimer;
- les Parties devraient mener des négociations bilatérales et/ou plurilatérales en vue de supprimer les dispositions discriminatoires.

b) Champ d'application mutuellement convenu concernant les services

194. Il a été fait observer que, même si l'établissement d'un champ d'application mutuellement convenu concernant les services aurait pour effet d'éliminer les conditions de réciprocité dans diverses Parties, il était essentiel que les Parties mènent des négociations dans ce domaine sur la base du principe de la nation la plus favorisée.

195. Il a été indiqué que le champ d'application actuel concernant les services prévu par l'Accord se caractérisait par sa diversité en ce qui concerne à la fois les secteurs spécifiques visés par chaque Partie et le niveau global des services visés par chaque Partie. C'était le résultat d'un besoin de réciprocité perçu dans ce domaine en raison des divergences entre les niveaux de champ d'application offerts par les Parties dans le cadre des négociations. Les négociations futures devraient viser un niveau uniforme de champ d'application entre toutes les Parties, au moins en ce qui concerne la qualité du champ d'application concernant les services.

196. Selon un point de vue, un champ d'application concernant les services fondé sur la réciprocité devrait être éliminé, mais seulement à la condition que toutes les Parties visent un niveau de services approximativement uniforme sur une base mutuellement convenue. Il a été dit qu'il serait possible d'évoluer vers une approche NPF concernant certains secteurs de services spécifiques visés, tels que les services fournis aux entreprises, les services de distribution, les services d'éducation, les services médicaux, les services bancaires et les services financiers, à condition que toutes les Parties soient disposées à faire des offres suffisantes concernant ces services dans le cadre d'un ensemble global. Sur ce point, un autre point de vue a été que les dispositions discriminatoires étaient le résultat d'arrangements réciproques préexistants qui n'avaient pas été "plurilatéralisés" ou de déséquilibres perçus dans les engagements des Parties. Plutôt que de rechercher un lien de ce type, qui pourrait ne pas produire le résultat escompté, les Parties devraient garder l'esprit ouvert pour exécuter le mandat consistant à améliorer le champ d'application concernant les services dans le cadre de l'Accord.

197. S'agissant des modalités des négociations dans ce domaine, les points suivants ont été soulevés:

- l'élément de l'examen concernant l'élimination des mesures et pratiques discriminatoires était indépendant de celui de l'élargissement du champ d'application. D'un autre côté, selon un point de vue, les deux éléments se chevaucheraient et l'examen devrait porter non seulement sur l'élimination des mesures et pratiques discriminatoires, mais aussi sur l'élargissement du champ d'application;
- l'examen devrait commencer par la simplification et l'élimination des dérogations prévues dans l'Annexe 4 de l'Appendice I concernant les différentes Parties;
- des points de vue divergents ont été exprimés concernant la mesure dans laquelle les travaux sur cet élément devraient s'inspirer des travaux du Groupe de travail des règles de l'AGCS.

198. En examinant les services visés au titre des Annexes 4 et 5 concernant les Parties sur la base d'une note informelle du Secrétariat, datée du 8 décembre 1998 (Job n° 6771), des observations ont été formulées en vue d'obtenir/de fournir des éclaircissements sur les aspects suivants des listes concernant les services:

- point de savoir si les services de location/crédit-bail (secteur 1.E) étaient déjà visés par l'article I:2 relatif au crédit-bail, à la location, ou à la location-vente;
- point de savoir si le crédit-bail serait considéré comme l'achat d'une marchandise plutôt que d'un service;
- certains services visés par l'Accord pourraient ne pas être adaptés à la fourniture transfrontières. Par exemple, la concurrence concernant les services juridiques (sous-secteur A.1.A) était limitée dans la plupart des pays;
- certains services mentionnés à l'Annexe 4 concernant les Parties pourraient ne pas être liés aux procédures de passation des marchés publics dans le cadre de l'Accord. Par exemple, on pouvait se demander si les gouvernements utilisaient des procédures de passation des marchés pour l'achat de services juridiques;

- le fait qu'il n'y ait pas d'activité de passation des marchés dans un secteur de services donné ne devrait pas dissuader les Parties de viser cette catégorie dans l'Annexe 4 les concernant;
- l'approche fondée sur des listes négatives adoptée par les États-Unis dans l'Annexe 4 les concernant, qui visait tous les services, à l'exception de ceux qui avaient été spécifiquement exclus, avait rendu difficile la vérification des renseignements qui y figuraient. Le problème avait été aggravé par le fait que certaines des exclusions étaient liées à l'utilisation finale des services, par exemple les services achetés pour soutenir les forces militaires se trouvant à l'étranger;
- le point de savoir si le fait que les services postaux (secteur 2.A) soient visés dans la liste des États-Unis signifiait que les entités gouvernementales achetaient ces services auprès d'un fournisseur dans le cadre de la méthode de l'appel d'offres limité prévue à l'article XV.

3. Élargissement du champ d'application de l'Accord

199. Il a été suggéré que le champ d'application de l'Accord pourrait être élargi en vue de parvenir à un équilibre des engagements en matière d'accès aux marchés entre les Parties. À cette fin, les domaines spécifiques ci-après qui pourraient être abordés ont été suggérés:

- L'examen devrait porter sur l'établissement de mécanismes nationaux d'autosurveillance en vertu desquels les différentes Parties s'engageraient à examiner au niveau national et périodiquement le point de savoir si les programmes nationaux prenant la forme de programmes de marchés réservés et d'autres politiques préférentielles contribuaient à la réalisation de leurs objectifs souhaités et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ceux-ci étaient efficaces à cet effet, en vue d'examiner la possibilité de leur élimination à long terme. Il a également été dit que les Notes générales des Parties contenaient des dispositions excluant certains marchés du champ d'application de l'Accord pour des motifs juridiques nationaux. D'un autre côté, selon un point de vue, rien ne devrait être fait pour légitimer les marchés réservés et d'autres programmes discriminatoires qui figuraient actuellement dans les listes des Parties à titre d'exceptions ou de réserves et auxquels certaines Parties avaient répondu dans leurs listes. Le fait de prévoir un mécanisme d'examen national dans l'Accord lui-même pourrait laisser entendre que les objectifs de politique générale sous-jacents étaient réputés justifiés et que les programmes pourraient être poursuivis tant qu'ils répondaient à leurs objectifs spécifiques. L'examen des dérogations devrait avoir pour objectif d'étudier des moyens de les éliminer progressivement comme le prescrivait l'article XXIV:7 c). L'objectif ultime devrait être de supprimer toutes les mesures discriminatoires et de soumettre tous les marchés passés au titre de l'Accord aux principes du traitement NPF et du traitement national.
- Identification de secteurs potentiels aux fins de l'élargissement du champ d'application. Il a été question de l'inclusion des secteurs des télécommunications, des transports et de l'acier. Cette suggestion a conduit à s'interroger sur l'intérêt qu'il y avait à axer les travaux sur l'élargissement du champ d'application de l'Accord aux secteurs des télécommunications et des transports étant donné que la privatisation de ces secteurs était bien avancée dans de nombreux pays. Il a été suggéré que l'examen concernant cet élément devrait être axé sur l'élimination des dérogations au champ d'application prévues pour certains autres secteurs dans l'Appendice I concernant les Parties. D'un autre côté, il a été fait observer que le processus de privatisation n'avait pas été important dans tous les pays et qu'un grand nombre d'entités publiques menant des activités dans le secteur des télécommunications restaient en dehors du champ d'application de l'Accord.
- Élargissement supplémentaire du champ d'application de l'Accord concernant les services. Il a été suggéré que les travaux d'examen dans ce domaine devraient commencer par identifier les secteurs présentant un intérêt commun pour les Parties sur la base d'enquêtes concernant les fournisseurs nationaux. D'un autre côté, il a été fait observer que, même si certains secteurs n'étaient pas inclus dans la portée de l'Accord, les dispositions de l'Accord n'excluaient pas l'élargissement de la portée de celui-ci à des secteurs additionnels. Au lieu de définir les secteurs qui pourraient être inclus de façon horizontale dans la portée de l'Accord, l'élargissement du champ

d'application devrait être gérée, pour le moment, par le biais d'accords bilatéraux. Selon un autre point de vue, même si les négociations sur des secteurs spécifiques pourraient devoir être menées au niveau bilatéral, les Parties devraient identifier les secteurs spécifiques à négocier dans un contexte plurilatéral. Les Parties devraient rechercher un niveau d'engagement élevé en termes de champ d'application et non le plus petit dénominateur commun.

- Abaissement des valeurs de seuil applicables à certaines Parties. En réponse à cette suggestion, il a été fait observer que, compte tenu des niveaux actuels des valeurs de seuil, les Parties ayant des marchés publics plus vastes soumettaient une proportion plus importante de l'ensemble de leurs marchés à l'Accord. L'incidence des valeurs de seuil sur la portée des engagements des différentes Parties devrait être prise en compte pour examiner l'équilibre global qui avait été trouvé dans le cadre de l'Accord entre diverses Parties. D'un autre côté, selon un point de vue, une approche de ce type ne serait ni faisable ni équitable sur le plan procédural. Il a été suggéré que l'Accord devrait inclure des dispositions énonçant des niveaux uniformes de valeurs de seuil applicables automatiquement à toutes les Parties et indépendantes de la taille de leurs marchés publics et que les Parties ne devraient plus avoir la possibilité d'appliquer des valeurs de seuil différentes.

200. Il a été indiqué que l'élargissement du champ d'application de l'Accord nécessiterait des travaux préparatoires importants. Il a également été indiqué que tout nouvel élargissement du champ d'application existant de l'Accord aux niveaux des gouvernements sous-centraux dépendrait des progrès réalisés en matière de simplification et d'amélioration des dispositions de l'accord actuel.

201. Selon un point de vue, il fallait faire un compromis entre l'objectif consistant à accroître la participation à l'Accord et la charge que des engagements plus larges pourraient représenter pour les pays accédants. Selon un autre point de vue, l'amélioration du champ d'application pourrait constituer une incitation à accéder à l'Accord pour les pays qui cherchaient à obtenir un accès accru aux marchés.

202. En outre, il a été fait référence à la nécessité d'obtenir une expérience adéquate de la mise en œuvre de l'Accord au niveau national avant l'élargissement de son champ d'application.

B. POINTS INSTITUTIONNELS/PROCÉDURAUX

1. Travaux sur les marchés publics dans d'autres instances de l'OMC

203. Il a été suggéré que, dans le cadre de l'examen de l'Accord, les Parties devraient tenir compte des travaux sur les marchés publics menés au sein du Groupe de travail de la transparence des marchés publics et du Groupe de travail des règles de l'AGCS.² Il a également été souligné que, même si le niveau des obligations recherché dans chaque instance pouvait ne pas être nécessairement le même, le résultat global des travaux dans ces instances devrait être cohérent et homogène. Toutefois, l'examen de l'Accord ne devrait pas être retardé par le rythme d'autres discussions.

204. Il a été dit qu'il faudrait peut-être que les délégations examinent la relation entre l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et un futur accord multilatéral sur la transparence des marchés publics. L'accord plurilatéral pourrait exister sous l'égide d'un accord multilatéral. Par exemple, il a été dit que, alors que les obligations énoncées dans la Partie II de l'AGCS s'appliquaient à tous les Membres, les obligations énoncées dans la Partie III de l'AGCS s'appliquaient uniquement aux Membres qui avaient pris des engagements spécifiques. Les règles spéciales prévues par l'accord plurilatéral, y compris celles relatives aux engagements en matière d'accès aux marchés, pourraient continuer à être contraignantes uniquement pour les Parties qui auraient souscrit à celles-ci.

² Les rapports les plus récents du Groupe de travail de la transparence des marchés publics et du Groupe de travail des règles de l'AGCS ont été distribués respectivement dans les documents [WT/WGTGP/M/7](#) et [S/WPGR/M/23](#).

2. Arrangements institutionnels pour l'examen

205. Depuis 1997, les discussions concernant l'examen ont été menées principalement dans le cadre de consultations informelles.

3. Participation des Membres de l'OMC à l'examen

206. Il a été noté qu'un objectif de l'examen était l'élargissement de la participation à l'Accord. L'examen devrait servir à rendre l'Accord plus attrayant pour d'autres Membres de l'OMC et à faciliter l'accession d'autres Membres de l'OMC, y compris les pays en développement. À cette fin, les Membres de l'OMC intéressés devraient avoir la possibilité de participer activement aux discussions du Comité sur l'examen de l'Accord en obtenant le statut d'observateurs auprès du Comité conformément à la Décision du Comité sur les procédures pour la participation d'observateurs ([GPA/1](#)).

207. Comme le Comité en est convenu à sa réunion de février 1997, le Président a envoyé une communication aux Membres de l'OMC, par l'intermédiaire du Président du Conseil général, appelant l'attention des Membres de l'OMC, ainsi que des gouvernements en cours d'accession à l'OMC, sur l'examen et invitant ceux-ci à participer en qualité d'observateurs aux réunions du Comité conformément à la Décision du Comité sur la participation des observateurs ([WT/L/206](#)).

4. Prochaines étapes

208. Au cours des consultations informelles tenues le 30 juin 1999, il a été convenu qu'à la prochaine réunion, les travaux seraient menés de la manière suivante:

- i) les travaux seraient axés avant tout sur l'examen article par article de l'Accord;
 - ii) d'autres discussions de nature plus conceptuelle seraient justifiées au sujet des méthodes de passation des marchés, en particulier en ce qui concerne le cadre et les types de contrats similaires. À cette fin, les délégations ont été encouragées à fournir des renseignements en réponse à la liste exemplative de questions sur ce sujet. Le Président établirait également une brève note visant à cristalliser les questions fondamentales et les options qui avaient été identifiées dans ce domaine;
 - iii) les progrès des consultations bilatérales et plurilatérales concernant l'élimination des mesures discriminatoires continueraient d'être surveillés;
 - iv) comme pour les documents, le Secrétariat mettrait à jour la liste de questions ainsi que son document à deux colonnes portant sur les modifications rédactionnelles suggérées de l'Accord de 1994, afin de tenir compte des nouvelles propositions faites;
 - v) s'agissant des statistiques, le document du Président serait mis à jour pour tenir compte des nouvelles suggestions et des observations formulées;
 - vi) les délégations étaient également encouragées à présenter d'autres communications. Même si de nouvelles propositions n'étaient pas exclues mais plutôt bienvenues, les documents des délégations devraient être de plus en plus destinés à trouver un terrain d'entente et à affiner le libellé juridique. À cet égard, la délégation de la CE s'est dite disposée à présenter un document explicatif sur le Vocabulaire commun pour les marchés publics (CPV).
-